

**la presse**

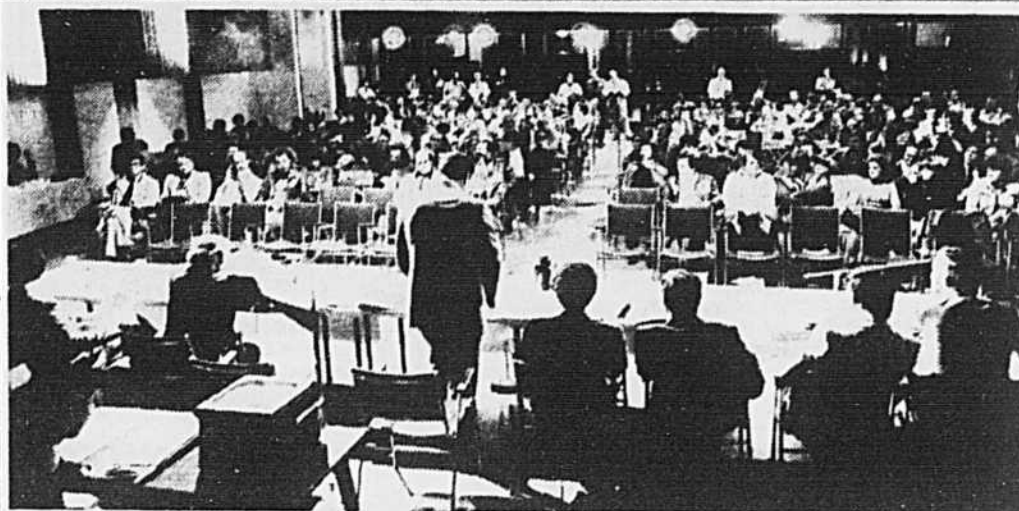
**rive sud**

MARDI  
22 MARS  
1976



**Regroupement des  
employés municipaux  
de la Rive sud: la  
lutte syndicale  
s'annonce ardue**

— page 13



**Les finances de la  
ville de Beloeil: le  
maire se justifie  
mais la population  
exige des garanties**

— pages 6, 7



**Refusée à Brossard  
et à Laprairie,  
Commercial Steel  
va s'installer à  
Sainte-Catherine**

— page 2

**LAPINIÈRE  
AUTO INC.**

6400, Boul. TASCHEREAU, Ville Brossard, 676-7981



**CHRYSLER**

**PLYMOUTH**

**VOLARE**

**CAMIONS DODGE**

# Refusée à Brossard et Laprairie, la "Commerce Steel Products" s'installe à Sainte-Catherine

par Pierre GINGRAS

Après avoir été refusée à Brossard et à Laprairie, la compagnie "Commerce Steel Product" s'est finalement installée dans le parc industriel de Ste-Catherine où elle débutera ses opérations le 4 décembre prochain.

Contrairement aux villes voisines, Ste-Catherine a accepté de faire confiance à cette compagnie mieux connue à Montréal sous le nom de Ballast Metal and Equipement" qui jouit d'une très mauvaise réputation en raison de la pollution qu'elle crée autour d'elle.

Selon le gérant de la ville, M. Guy Derome, la "Commerce Steel", une fonderie qui recycle le plomb, s'est engagée cette fois-ci à répondre à toutes les normes antipollution en vigueur au Québec. Des plans viennent d'ailleurs d'être approuvés par les Services de protection de l'environnement. Ces plans proposent la création d'une usine modèle dotée de tous les systèmes d'épuration de l'air et de l'eau, en plus d'être conforme

aux normes relatives à l'hygiène publique.

Malgré ces engagements sur papier, les doutes persistent quant à la bonne foi de la compagnie. Si l'on se fie aux propos d'un représentant des S.P.E., la "Commerce Steel" n'a pas telle-ment changé puisqu'avant même d'opérer, elle passe outre à la Loi sur la qualité de l'environnement qui veut que les plans des dispositifs antipollution soient présentés et approuvés avant que les travaux de construction de l'usine ne débutent. Pourtant, à Ste-Catherine, ce cheminement n'a pas été suivi, les travaux ayant commencé la semaine dernière.

D'après les chiffres obtenus, une fois terminé l'usine et les installations connexes coûteront entre \$3 et \$4 millions. La compagnie s'est installée au nord de la rue Garnier où vivent encore une vingtaine de familles qui attendent leur relocalisation dans un secteur résidentiel.

La "Commerce Steel" emploiera au total 125 travailleurs dont la grande majori-

té proviendra de la localité et de ses environs.

À Brossard, la "Commerce Steel" s'est vue refuser le droit d'entrée dans le parc industriel pour n'avoir pas voulu signer un protocole d'entente qui l'aurait engagée envers la municipalité à se conformer aux exigences de la Loi sur la pollution. Le maire Gravel rapporte que ce protocole avait été préparé par les S.P.E.

À Laprairie, pour des raisons de zonage, il s'avérait impossible d'accueillir ce genre d'industrie.

## Vapeurs de plomb

Depuis plusieurs années, la compagnie qui recycle le plomb à partir de vieilles batteries et de fils électriques s'est acquis une très mauvaise réputation dans les milieux de protection de l'environnement. Ainsi dès 1972 elle faisait parler d'elle pour avoir fait des feux à ciel ouvert. Le 29 juillet 1976, elle était condamnée à \$60 d'amende par la ville de Montréal pour cette infraction.

En février 1975, les S.P.E. dénoncent la compagnie à cause de

la "situation d'insalubrité très grave" de l'usine située rue Lafontaine, dans l'est de la ville. L'organisme gouvernemental effectuait alors une série de prélèvements qui démontrent que la teneur en plomb des

eaux usées de l'usine dépasse de 60% la norme tolérée et que la qualité de l'air aux environs n'est guère meilleure. Plus près de nous, en janvier 1977, les S.P.E. accusaient une fois de plus la compagnie. Cette der-

nière avait refusé de donner des renseignements techniques à un fonctionnaire et avait négligé d'installer les équipements destinés à assurer la salubrité des lieux.



Même si elle demeure toujours un cauchemar pour la ville de Montréal et pour les S.P.E. à cause de son insalubrité et de ses émanations de plomb, après avoir été refusée à Brossard et à Laprairie, la "Commerce Steel Products", une compagnie qui recycle le plomb, débutera ses opérations à sa nouvelle usine de Ste-Catherine, en décembre prochain. Sous promesses formelles de respecter l'environnement... Ci-dessus, les installations de la compagnie sur la rue Lafontaine à Montréal.

# Abandon de deux projets industriels à Brossard

par Lucien RIVARD

Alors que la Canadian Johns-Manville annonçait hier un projet d'expansion de \$2 millions à son usine de Brossard, deux autres projets de développement dans le

parc industriel de cette localité viennent de s'envoler, du moins pour l'instant, la municipalité ayant repris les terrains qu'elle avait vendus.

Les terrains avaient été acquis par Union foncière générale Inc.

qui projetait d'ériger une bâtisse polyvalente, et par la firme Lagüe Ltée, dépositaire des produits John Deere.

Le conseil municipal a résolu de reprendre ces terrains en remboursant 90 pour cent du prix de

vente original parce que les entreprises précitées n'ont pas rempli les conditions prévues au contrat de vente.

En fait, les deux entreprises n'ont pas respecté la clause prévoyant les délais pour entreprendre la construction de leur immeuble.

Dans le cas de Union foncière générale Inc., la municipalité devra déboursier une somme de \$51,465.02 pour reprendre possession d'un terrain de 476,528 pieds carrés sur lequel il avait été projeté de construire quelque 136,000 pieds carrés d'espace industriel à l'intérieur d'un groupe de trois immeubles.

Ce terrain avait été acquis pour la somme de \$57,183.36 qui avait été versée comptant lors de la signature du contrat.

Pour ce qui est de la firme Lagüe Ltée, Brossard remboursera une somme de \$48,600 pour reprendre possession de 600,000 pieds carrés de terrain.

Lagüe Ltée est actuellement installée à Lemoyne, sur un emplacement devenu beaucoup trop petit pour l'ampleur des activités de la compagnie.

La compagnie a demandé un délai d'au moins un an pour procéder à la construction de son immeuble, ce qui a été refusé par le conseil parce que l'on ne veut pas risquer de perdre la vente de ce terrain si un autre acheteur se présentait.

Il semble que le retard de Lagüe Ltée provienne de la maison-mère de la compagnie John Deere qui serait derrière ce projet de développement qui n'est pas abandonné.

## Expansion chez Johns-Manville

Avec le retrait, pour l'immédiat, de ces deux projets, la Canadian Johns-Manville demeure toujours la seule véritable industrie dans le jeune parc industriel de Brossard.

Cette compagnie annonçait hier un projet

d'expansion de \$2 millions qui consistera en l'addition d'une autre chaîne de fabrication de laine minérale destinée à la construction.

Ce projet ne comportera pas d'agrandissement à l'immeuble existant.

On sait qu'en plus de fabriquer de l'isolant de fibre de verre, l'usine de Brossard de la Johns-Manville fabrique du tuyau à partir de résine de chlorure de polyvinyle qui est utilisé dans les travaux d'aqueduc et d'égouts.

En doublant sa capacité de production d'isolant en fibre de verre, Johns-Manville s'adapte à la forte demande pour ce produit qui a été engendré par la crise d'énergie qui sévit depuis quelques années.

Elle suit ainsi la compagnie Fiberglass, de la ville voisine de Candiac, qui vient d'investir \$12 millions pour moderniser son usine qui fabrique également de l'isolant en fibre de verre.

## la presse rive sud

LA PRESSE-RIVE SUD est publiée par La Presse, Limitée.

Les bureaux du service de la rédaction sont situés au 110, rue de La Barre, Edifice Le D'Assigny (metro Longueuil), Longueuil, Québec (J4K 1A3).

REDACTION 651-0970

PUBLICITÉ DÉTAIL 285-7202

PUBLICITÉ GÉNÉRALE 285-7306

PUBLICITÉ PETITES ANNONCES 285-7102

Pour recevoir LA PRESSE, les résidents de la Rive sud

doivent communiquer avec le service du tirage de LA PRESSE au 285 6911

La Presse Rive sud dessert les localités suivantes:

- |                   |                    |                      |
|-------------------|--------------------|----------------------|
| — St-Lambert      | — St-Jean-Baptiste | — St-Amable          |
| — Greenfield Park | — St-Hilaire       | — Ste-Julie          |
| — Lemoyne         | — Otterburn Park   | — Laprairie          |
| — St-Hubert       | — St-Damase        | — Candiac            |
| — Longueuil       | — Ste-Madeleine    | — Côte               |
| — Boucherville    | — Varennes         | — Delson             |
| — Brossard        | — Vercheres        | — Carignan           |
| — Notre-Dame      | — St-Roch          | — Chambly            |
| — Beloeil         | — St-Antoine       | — St-Bruno           |
| — Contrecoeur     | — St-Marc          | — St-Basile-le-Grand |
| — Richelieu       |                    |                      |

# La Rive sud: championnat provincial au chapitre du service de la dette

par Gilbert LAVOIE

Des dix municipalités qui ont consacré plus de 40 p. cent de leur budget au service de la dette en 1976, sept sont situées sur la Rive sud.

Et de ces villes, c'est celle de Candiac qui a établi le record provincial: 56.9 p. cent de ses prévisions budgétaires sont allées au service de la dette et le remboursement per capita a atteint \$248.99. La moyenne provinciale à ce chapitre est de 24.1 p. cent et de \$84.14 par habitant.

C'est ce qui ressort des compilations effectuées par le Bureau de la statistique du Québec et dont nous publions aujourd'hui un extrait.

Comme l'indique le tableau ci-dessous, sept villes de la Rive sud ont consacré plus de 40 p. cent de leur budget au service de la dette. Il s'agit de Saint-Hubert, avec 44 p. cent, Brossard, 42 p. cent, Chambly, 41.3 p. cent, La Prairie, 44.8 p. cent, Can-

diac, 56.9 p. cent, Varennes, 46.8 p. cent, et Saint-Basile-le-Grand, 42.8 p. cent.

Il convient de signaler que le remboursement per capita n'est pas proportionnel au pourcentage du service de la dette dans le budget. Ainsi, certaines des villes mentionnées plus haut montrent des remboursements par tête d'habitant assez modérés.

Sur la Rive sud, c'est la ville de Varennes qui se place en deuxième position, après Candiac, avec un montant de \$172.15 par habitant. Saint-Hubert vient troisième, avec \$141.74, suivie de La Prairie (\$126.16), Brossard (\$117.75), Saint-Basile-le-Grand (\$113.58) et Chambly (\$100.19).

Les autres villes mentionnées dans le tableau sont dans la catégorie des municipalités qui consacrent entre 30 et 40 p. cent de leurs revenus au service de la dette.

En 1976, Saint-Bruno a

été à la tête de ce groupe, avec 39.9 p. cent de son budget, suivie de Greenfield Park (39.6), Boucherville (36.9), Mont-Saint-Hilaire (35), Beloeil (32.4), et Longueuil (31).

Saint-Bruno est également au premier rang au chapitre des remboursements per capita, avec \$104.50, suivie de Boucherville (\$97.96), Mont-Saint-Hilaire (\$93.13), Longueuil (\$87.83), Beloeil (\$89.89) et Greenfield Park (\$85.15).

Des 141 municipalités du Québec de 5,000 habitants et plus, un peu plus du tiers, soit 60, ont consacré plus de 30 p. cent de leur budget au service de la dette en 1976. Si la Rive sud de Montréal vient au premier rang à ce chapitre, c'est qu'elle a connu un développement urbain accéléré au cours des dernières années. Les pourcentages donnés plus haut ne sont donc pas nécessairement synonymes de mauvaise situation fi-

nancière pour les villes concernées.

Ainsi, une bonne partie de la dette obligatoire des villes comme Candiac, Varennes ou Saint-Basile, est remboursée par les taxes d'améliorations ailes imposées aux riverains. Les contribuables qui veulent une image complète de la situation de leur propre municipalité doivent ajouter aux chiffres donnés plus haut l'évaluation imposable totale de leur ville, par rapport à la dette totale. La ville de Saint-Hubert, par exemple, qui se trouve dans la liste des dix municipalités du Québec qui consacrent plus de 40 p. cent de leur budget au service de la dette, fait face également à un fort taux d'endettement (près de 20 p. cent) par rapport à son évaluation imposable. Par contre, les villes de Varennes et de Candiac affichaient un taux d'endettement moindre en 1976, soit 11.6 p. cent à Varennes et 16 p. cent à Candiac.

MUNICIPALITÉS	SERV. DE LA DETTE	% DU BUDGET	P. CAPITA
Laval	\$25,092,100	32.1	\$101.92
Longueuil	\$10,337,120	31.3	\$87.83
Charlesbourg	\$4,225,037	32.7	\$65.18
Chicoutimi	\$4,569,123	30.7	\$78.09
Beauport	\$3,635,000	32.4	\$68.49
Saint-Hubert	\$6,165,576	44	\$141.74
Pte-aux-Trembles	\$3,571,520	33	\$85.44
Châteauguay	\$3,325,000	36.5	\$84.39
Saint-Hyacinthe	\$3,034,693	32	\$81.90
Anjou	\$6,521,717	36.6	\$176.26
Dollard-des-Ormeaux	\$4,211,650	32.6	\$119.31
Brossard	\$3,886,020	42.3	\$117.75
Saint-Bruno	\$2,538,444	30.1	\$93.32
Boucherville	\$2,468,679	36.9	\$97.96
Repentigny	\$1,992,500	38	78.79
Victoriaville	\$1,987,250	36.5	\$83.85
Theford Mines	\$1,666,962	33.7	\$75.43
Saint-Eustache	\$2,257,262	39.9	\$104.50
Sainte-Thérèse	\$1,710,000	33	\$79.91
Greenfield Park	\$1,738,000	34.8	\$90.15
Lévis	\$1,588,094	39.6	\$85.85
Beloeil	\$1,552,296	30.6	\$86.40
Loretteville	\$1,321,365	32.4	\$89.89
Rivière-du-Loup	\$1,019,283	32.3	\$73.33
Montmagny	\$1,338,248	31	\$102.94
Chambly	\$1,053,437	36.1	\$81.66
Lachute	\$1,252,330	41.3	\$100.19
Mascouche	\$1,123,000	39.1	\$89.84
Cawansville	\$694,934	33.4	\$57.43
Ancienne-Lorette	\$1,382,100	39	\$119.15
Blainville	\$848,010	35.6	\$75.71
Iberville	\$927,800	33.9	\$84.35
Trois-Rivières O.	\$639,590	30.5	\$63.96
Boisbriand	\$724,670	34.2	\$76.28
La Prairie	\$1,169,700	39.6	\$128.54
Roberval	\$1,097,623	44.8	\$126.16
Val-Bélair	\$672,045	35.5	\$79.06
Bécancour	\$803,225	37.8	\$94.50
Plessisville	\$779,630	30.8	\$95.08
Pincourt	\$610,693	37	\$81.43
Rosemère	\$628,660	36.1	\$89.80
Candiac	\$910,000	33	\$130.00
Mont-St-Hilaire	\$1,683,143	56.9	\$248.99
Saint-Antoine	\$633,265	35	\$93.13
Coaticook	\$636,360	39.4	\$93.58
Dorion	\$511,788	32.5	\$78.74
Saint-Georges O.	\$458,431	32	\$70.52
Rock-Forest	\$491,450	37.1	\$75.61
Donnacoona	\$676,778	43.5	\$101.06
Saint-Luc	\$447,121	32.6	\$73.30
Windsor	\$511,158	37.8	\$86.63
Varennes	\$444,003	34.1	\$75.25
Charny	\$998,487	46.8	\$172.15
La Sarre	\$428,154	37.2	\$75.12
Ste-Agathe-des-Monts	\$363,728	36.2	\$64.95
St-Louis-de-Terrebonne	\$730,642	30.9	\$130.47
Ascot	\$431,140	41.1	\$79.84
St-Basile-le-Grand	\$282,263	46.3	\$53.66
	\$602,000	42.8	\$113.58

## Dépotoirs: la situation s'aggrave à Sainte-Julie

par Pierre GINGRAS

Si les règlements relatifs à la gestion des déchets solides attendent toujours l'approbation officielle de l'Assemblée nationale, la plupart des propriétaires de dépotoirs défilent encore les lois relatives à la protection de l'environnement. Ainsi, la situation qui sévit actuellement à Sainte-Julie est un exemple flagrant de la faiblesse de la réglementation québécoise en matière de dépotoirs.

En plus d'avoir trois cours à rebuts qui opèrent dans la plus parfaite illégalité depuis plusieurs années sur le territoire de la municipalité,

voici qu'un autre dépotoir a vu le jour il y a quelques semaines à deux pas du dépotoir Mintas situé sur le bord de la route transcanadienne.

Administré par la compagnie National Refuse Collector, une entreprise de transport de déchets, ce dépotoir opère sans permis municipal et sans l'autorisation des Services de protection de l'environnement. Rejoint au téléphone par LA PRESSE, le responsable de ce nouveau dépotoir illégal a déclaré que le terrain situé en bordure de la route 20 pouvait être haussé de sept pieds et

que rien ne l'empêcherait d'y faire du remplissage.

C'est à peu de choses près la même réponse que s'est fait servir un inspecteur des services en territoire qui avait été appelé sur les lieux à la suite d'une plainte. Toutefois, d'après ce même inspecteur, la situation du dépotoir de la National Refuse Collector se complique par le fait qu'on y a signalé la présence d'ordures ménagères, ce qui est contraire aux lois les plus élémentaires de l'hygiène publique. On sait, en effet, que la plupart des dépotoirs de Sainte-Julie se "spéciali-

sent" dans les rebuts de construction.

Autre fait troublant, selon M. Normand Grégoire, le gérant du dépotoir "Les enfouissements sanitaires de l'est", le seul dépotoir d'ordures ménagères approuvé par les S.P.E. dans la région: la National Refuse Collector n'effectue plus qu'une ou deux visites par semaine au dépotoir régional, alors qu'elle en effectuait une quinzaine avant l'ouverture de sa propre cour à rebuts le long de la transcanadienne.

**La cause Mintas reportée**

Par ailleurs, la pour-

suite intentée par le ministère des Transports contre le dépotoir Mintas a été reportée au 1er juin prochain parce que l'avocat de la défense ne s'est pas présenté en cour lors de l'audition du 16 février.

On se rappellera que, curieusement, ce dépotoir n'a pas été poursuivi en vertu d'une loi sur l'environnement, mais parce qu'il contrevient à un règlement du ministère des Transports qui stipule qu'il est interdit d'opérer une cour à rebuts en deçà de 500 pieds d'une route entretenue par la province.

Quant aux dépotoirs Brissette et Pépin, les

poursuites qui devaient être intentées par les Services de protection de l'environnement se font encore attendre. D'ailleurs, aux dires même de certains représentants de ce service gouvernemental, on croit que les procédures seront très longues.

Rappelons enfin que même si le dépotoir "Les Enfouissements sanitaires de l'Est" possède un permis d'opération des S.P.E., il n'a pas de permis de la municipalité. Situation pour le moins confuse quand on sait que le permis de Québec ne peut s'émettre sans que la municipalité ait accordé son autorisation...



**ZENITH**  
Admiral

# LOUEZ

## TÉLÉCOULEUR

Téléphonez-nous aujourd'hui pour recevoir votre télécouleur

677-8984



**Lessard** la maison de la  
TELEVISION

2219, chemin Chambly, Longueuil

Appareils portatifs

**\$17.95**

Appareils consoles

**\$30**

RIVE SUD, MARDI 22 MARS 1977

# Voyage en France pour travailleurs de 18 à 30 ans

Un voyage en France, pour seulement \$160. Telle est l'offre faite aux jeunes travailleurs de 18 à 30 ans qui veulent bénéficier du programme d'échange de jeunes travailleurs, organisé sous l'égide de l'Office franco-québécois pour la jeunesse.

La date limite pour les

inscriptions est fixée au 7 avril.

Un bon tuyau: si vous occupez un emploi dans le commerce, les hôpitaux, une école ou dans le secteur des services, vous avez plus de chances d'être choisi.

Il n'y aura cependant qu'une vingtaine de jeunes travailleurs des vil-

les de Brossard, Greenfield Park, Saint-Lambert, Longueuil et Saint-Hubert qui pourront bénéficier de ce séjour en Bretagne, prévu du 2 au 17 juillet, alors qu'en échange, les jeunes travailleurs de Bretagne viendront séjourner au Québec du 1er au 22 août.

Parmi les critères auxquels vous devez répondre pour avoir droit au programme d'échange, outre le fait d'avoir de 18 à 30 ans, de résider dans les villes précitées (bien qu'il y ait un autre programme d'échange du même type accessible aux jeunes travailleurs des au-

tres villes de la Rive sud), il faut posséder moins de 13 ans de scolarité et être sur le marché du travail depuis au moins un an. De plus, vous devrez bien sûr, pour le séjour en France, fournir les \$160 requis, les autres frais étant à la charge de l'Of-

lice franco-québécois pour la jeunesse.

Les personnes intéressées doivent s'adresser à l'OFQJ à l'adresse suivante: Office franco-québécois pour la jeunesse, 555 ouest, boulevard Dorchester, suite 1150, Montréal, Québec, H2Z 1B1. Tél.: 873-4255.

## VINCI DES EXPERTS DE LA RIVE SUD

Specialistes dans les domaines les plus variés, ils sauront répondre à toutes vos exigences.

193 ouest, rue Saint-Charles Longueuil J4H 1C8 **674-4450**



**Pâtisserie Rolland**

**Radiologie Longueuil**  
80, rue Cherbourg (coin chemin Chambly) Longueuil  
Service de radiologie complet  
Mammographie  
Heures d'ouverture 8 h 30 à 22 h. du lundi au vendredi **463-3301**

**LES ÉMAILLEURS DE LONGUEUIL INC.**  
Spécialités  
Émail cuit sur appareil ménager  
ex: réfrigérateurs, laveuses, etc.  
Refinition de tout genre  
ex: mobiliers de chambre en bois  
mobiliers de bureau en métal  
**655-3774**

**DALJEAN** **GABRIEL DALLAIRE**  
176, Jean-Baptiste-Jobin Boucherville — J4B 2S5 Tél.: 655-0245

- BÂTISSSES INDUSTRIELLES
- BÂTISSSES COMMERCIALES
- PROPOSITIONS GLOBALES
- TRANSFORMATIONS STRUCTURALES ET ARCHITECTURALES

**YVON NADEAU** PRÉSIDENT  
**Yvon Nadeau INC.** PLOMBERIE  
INDUSTRIEL - RÉSIDENTIEL - COMMERCIAL  
3925, rue Grande-Allée, Saint-Hubert, Québec.  
**Tél.: 656-2711**

**GARAGE ABG INC.**  
Débosselage — peinture — mécanique — fibre de verre  
AUTO — CAMION  
1520, rue Soucy (anciennement St-Hubert) Saint-Hubert  
**678-2121 678-2121**

**les Services de santé Upjohn**  
2075, rue UNIVERSITY, SUITE 1012  
MONTREAL, QUÉBEC H3A 2L1  
**Tél.: (514) 288-4214**

- infirmières services privés
- soins de convalescents
- remplacement de personnel
- examens paramédicaux
- service d'évaluation professionnelle
- soins à domicile

**SERVICE DE 24 HEURES**  
Une filiale de la compagnie UPJOHN

**Boucherie H. Dubé**  
FOURNISSEUR EN GROS POUR CONGÉLATEUR  
— EMBALLAGE HERMÉTIQUE  
— CONGÉLATION ULTRA RAPIDE  
— PLANS ALIMENTAIRES  
**598 King Georges, Longueuil 651-4330**

**VENTES ET PARCS DE MAISONS MOBILES**  
VENTE DE TERRAINS pour MAISONS MOBILES  
**Remillard**  
ROUTE 104 - LAPRAIRIE, QUÉBEC  
9 milles du pont Champlain  
**Tél.: (514) 658-8292**

**La Derinière**  
Tout nouveau restaurant français unique dans la région  
**BAR-SALONS PRIVÉS**  
TERRASSE — CAVE À VIN  
225 OUEST, RUE SAINT-LAURENT Longueuil, Québec. 463-0666  
L'essayer c'est l'adopter.

**LA MAISON DU MILLION DE TAPIS ET CARREAUX**  
GRAND CHOIX DE TAPIS ET CARPETTES  
TUILES DE VINYLE  
CÉRAMIQUES  
PAPIER PEINT  
AMEUBLEMENT  
2019, rue Lapierre LaSalle 365-1652  
3424 av. du Parc Montréal 842-8871  
15 est, av. Bernard Montréal 273-9983  
175, boul. de la Concorde Pont-Viau, Laval 663-9870

**HUILE À CHAUFFAGE thermoshell**  
**GILLES DUPRAS**  
Bur: 353-5550 Rés.: 678-4326  
**SHELL CANADA LIMITÉE**  
Aide-toi shell t'aidera

**HAYAT MOTORS LTD.**  
311B, boul. Churchill Greenfield Park **TRAVAIL GARANTI**  
Nous nous spécialisons en réparations de:  
**TOYOTA — DATSUN — MAZDA — COLT — CRICKET**  
ET VOITURES IMPORTÉES  
Pour un meilleur service Appelez: **ALEX 465-1661**

**ZODIAC AUDIO VISUAL INC.**  
**AUDIO** 459 AV. VICTORIA SAINT-LAMBERT QUÉBEC 671-6165  
1547, RUE MONTARVILLE SAINT-BRUNO QUÉBEC 653-9141  
**VISUEL**  
• NIKON  
• CANON  
• PENTAX  
• MINOLTA  
• KONICA  
• MAMIYA  
• OMEGA  
• DURST  
• TAMRON  
• HASSELBLAD

**ALARMES** Le no 1 sur la Rive sud  
**OMNITRON INC.**  
Feu — vol — urgences  
Vente — location  
Systèmes locaux ou supervisés par notre centre de surveillance  
**672-2140**

## Ste-Julie L'entrepôt sera quand même construit

L'entrepôt de matériaux de construction de M. Edouard Beauchesne à Ste-Julie n'a pas fini de faire parler de lui. En effet, la troisième demande d'injonction contre la construction de ce bâtiment situé sur un terrain zoné résidentiel a été rejetée dernièrement par le juge Marcel Nichols de la Cour supérieure.

Cette action entreprise conjointement par la ville, l'Association des propriétaires et un citoyen de cette municipalité avait également pour but d'empêcher l'utilisation de l'entrepôt par son propriétaire.

Pour appuyer son jugement, la cour conclut que le projet de plan de zonage sur lequel s'appuient les requérants ne porte aucune marque d'identification valable et que pour cette seule raison, la demande d'injonction devrait être rejetée.

Le juge Nichols ajoute aussi qu'il est loin d'être

convaincu que le poids des inconvénients invoqués puisse militer en faveur des requérants. Au contraire, empêcher M. Beauchesne de faire usage de son entrepôt lui causerait un préjudice irréparable.

Cette troisième demande d'injonction faisait suite à deux demandes d'injonction provisoire qui avaient été rejetées parce qu'elles n'avaient pas le caractère urgent qu'on leur prêtait.

On sait que ces actions étaient accessoires à une poursuite de l'Association des propriétaires de Ste-Julie et de son président, M. Léonard Bolduc, poursuite dans le but de révoquer et d'annuler le permis de construction que la ville et son inspecteur en bâtiment, M. Pierre-Paul Lamoureux, ont émis illégalement ou par erreur en faveur de M. Beauchesne. Cette action vise aussi à faire démolir l'entrepôt.

### Communiquez avec nous le plus tôt possible

Remplissez le verso de l'enveloppe-retour qui accompagne votre compte et retournez-la-nous au plus tôt ou appelez-nous au numéro ci-dessous. Nous commencerons nos préparatifs même si vous ne pouvez pas encore nous donner la date du déménagement.

Appelez-nous à 844-9911

### Planifiez et épargnez

Choisissez l'emplacement de votre appareil avec soin et passez une commande complète: vous épargnerez ainsi les frais d'une deuxième visite de l'installateur. Si vous choisissez un service spécial ou supplémentaire, assurez-vous de connaître la différence entre le coût mensuel de base et celui de cet équipement, y compris les frais initiaux. Nos préposés de service vous fourniront tous les renseignements voulus.

# Vous déménagez?

**Bell  
Canada**

## SURVEILLEZ NOTRE CIRCULAIRE

# VENTE

## EXTRAORDINAIRE

### DU 19 MARS AU 30 AVRIL 1977



Lincoln — Mercury  
Cougar — Monarch  
Capri — Comet  
Bobcat

PIERRE  
**BRAULT**  
AUTOMOBILE LTÉE

140, boul. Taschereau, Greenfield Park  
671-6115



C'est sur un ton passionné que le maire de Beloeil M. Jacques Meunier, a fait l'historique de son arrivée à l'hôtel de ville et de la situation financière difficile à laquelle la municipalité a été confrontée.



# Le débat sur les finances de

Textes: GILBERT LAVOIE Photos: JEAN GOUPIL

## Le maire Jacques Meunier se défend d'avoir dénigré sa ville

"Ce n'est pas dénigrer sa ville que de faire prendre conscience aux citoyens de la véritable situation financière de leur municipalité. Lancer de telles accusations, c'est faire de la démagogie pure et simple; c'est démontrer un manque total du sens des responsabilités!"

C'est en ces termes que le maire de Beloeil, M. Jacques Meunier, a répondu aux critiques de son prédécesseur, M. Philippe Vézina, qui l'a accusé récemment d'avoir déprécié Beloeil en faisant état de sa situation financière difficile.

Prenant la parole devant quelque 400 contribuables réunis au centre culturel de l'endroit pour discuter du budget de la ville, M. Meunier a réaffirmé que Beloeil sortait d'une crise financière aiguë. "Lorsqu'on a été élu, en novembre 1975, on a hérité d'une situation financière déplorable. Ceux qui n'en sont pas conscients se dénigrent eux-mêmes. D'ailleurs, leurs arguments sont peu valables et non conformes à la vérité."

Laissant à ses collègues du conseil le soin de réfuter ces arguments, M. Meunier a dressé la liste des "lacunes" relevées à son arrivée à l'hôtel de ville de Beloeil en novembre 1975:

- aucune orientation générale;
- contrôles déficients;
- finances non-équilibrées;
- retard dans l'adoption de règlements d'emprunts;
- déséquilibre dans le financement à court terme et à long terme;
- déficiences dans les taxes d'améliorations locales;
- retard dans la production et la normalisation des états financiers.

"Je pense pouvoir parler sans crainte au nom du conseil en affirmant que l'administration était dans un fouillis indescriptible et dans un grand désordre", a déclaré le maire Meunier, pour citer ensuite certaines critiques formulées par les vérificateurs de la ville dans leur rapport du 20 août 1976.

"Faiblesses administratives, impossibilité de retrouver les chèques annulés, débuts de certains travaux sans règlements d'emprunts, préalablement autorisés, achats sans bons de commande, compte et taxes à recevoir... ce sont les vérificateurs qui ont relevé ces lacunes", a signalé le maire.

Avant de conclure, M. Meunier n'a pu s'empêcher de re-

venir sur les travaux effectués par la ville dans le golf de Beloeil, au coût total de \$1.1 million. "De beaux ponceaux et un bon aménagement de terrain aux frais de la ville et 'pour des gens de l'extérieur', a-t-il déclaré en demandant une fois de plus pourquoi on avait passé un égout pluvial à cet endroit, au lieu de le construire sur le tracé d'une artère voisine, la rue Deschênes.

Le maire a nié les déclarations de son prédécesseur, selon lesquelles la ville aurait reçu une subvention pour payer ces travaux.

"Les octrois en question n'ont jamais été autorisés par le Conseil du trésor", a-t-il déclaré, en racontant que lors d'une rencontre récente à ce sujet avec le ministre des Affaires municipales, M. Guy Tardif, ce dernier avait amorcé la conversation en disant "espérer que les travaux n'avaient pas été commencés". "Pourquoi le conseil du temps a-t-il commencé ces travaux sans avoir eu la confirmation des octrois?", a demandé M. Meunier.

"Huit jours après notre élection, en novembre 1975, il nous a fallu emprunter \$500,000 pour régler certaines créances pressantes", a conclu le maire, pour montrer la dégradation des finances de Beloeil sous l'administration Vézina.

## Les deux administrations: bataille de chiffres qui

Lorsque l'administration Vézina a perdu le pouvoir en 1975, le passif à court terme de la ville s'élevait à \$7,2 millions; il était composé d'emprunts temporaires, de découverts de banques et de comptes à payer. Et en plus de ce passif, il restait des règlements approuvés dont les travaux restaient à compléter. Le golf a été un exemple: il en a coûté \$200,000 pour compléter la construction d'un égout pluvial. Le règlement de \$1,023,000 adopté par l'ancien conseil, pour la construction d'une piscine, n'était pas compris dans ce \$7,2 millions.

C'est ce qu'a révélé le conseiller responsable des finances à Beloeil, M. Marcel Bédard, qui a tenu à réfuter les points soulevés par son prédécesseur, M. Roger Forget. Ce dernier avait déclaré qu'en laissant l'hôtel de ville, en 1975, il n'avait laissé qu'environ \$4 millions de dettes à court terme.

N. Bédard a également nié qu'il soit "malhonnête" d'inclure la dette du réseau électrique pour calculer le taux d'endettement de la ville. "Je me suis informé auprès des courtiers en valeurs mobilières, et on m'a confirmé que dans le calcul du loyer à accorder pour les émissions d'obligations, on agit de la même façon", a-t-il expliqué. "De la même façon, la dette contractée au nom du réseau régional d'aqueduc est incluse dans les activités municipales par les

courtiers dans le calcul du taux d'endettement", a révélé M. Bédard.

Au niveau des prévisions budgétaires, les membres du conseil actuel ont nié qu'on ait camouflé des revenus et soufflé les dépenses. Selon l'ancien maire, on aurait oublié de prévoir les revenus engendrés par la construction de nouvelles maisons depuis le dépôt du rôle d'évaluation en septembre 1976. Le conseiller Bédard a reconnu que ces revenus n'avaient pas été comptabilisés, même s'ils sont réels.

Mais il a signalé que toute nouvelle évaluation subit des contestations. Bref, de \$121 millions qu'elle était lors du dépôt du rôle en septembre, l'évaluation imposable réelle de la ville pourrait être diminuée à \$118 millions après les contestations. De plus, la ville doit prévoir certains imprévus, tels que l'incendie qui a détruit récemment un édifice de logements évalué à \$500,000. "La majorité des villes ne comptabilisent pas les revenus à venir des nouvelles constructions. Pour combler le manque à gagner au niveau de l'évaluation perdue par des contestations ou des incendies", a déclaré M. Bédard, qui dit avoir pris des informations à ce sujet auprès des villes voisines, et notamment de Boucherville. Il a également nié qu'on ait oublié d'inclure dans le budget des revenus du réseau régional d'aqueduc et



Quelque 400 personnes ont assisté à l'assemblée d'information convoquée par le conseil de Beloeil pour discuter du budget. Calmes mais intéressés, ils ont clairement établis qu'ils étaient plus intéressés, maintenant, à avoir des garanties pour l'avenir que des explications sur le passé.

# La municipalité de Beloeil

## une s'envenime

l'accroissement de la taxe sur les divertissements.

A ce chapitre, l'ancien conseiller Forget, qui se trouvait à l'assemblée de la semaine dernière, a reconnu qu'il avait pu faire erreur, en expliquant qu'on ne lui avait pas fourni tous les chiffres nécessaires à une bonne compréhension du budget.

Dernier point principal soulevé par le conseil actuel: le déficit accumulé à la fin de 1976 existe bel et bien... Il atteint même \$1,2 million. Il est le total d'un déficit total de \$498,000 pour 1975 et de \$707,183 pour l'année dernière. Refusant de se laisser taxer de mal contrôler les finances, le nouveau conseil a publié le détail du dernier déficit, qu'il impute aux mauvaises prévisions données par l'ancien trésorier, M. Raynald Gendron. Ce déficit s'explique par un manque à gagner de \$26,449 dans les taxes d'améliorations locales, de \$188,116 au niveau du réseau électrique, et de \$121,946 dans la taxe de vente.

A ceci s'ajoutent des dépenses imprévues de \$30,215 au niveau des contributions de l'employeur, de \$88,840 pour l'achat d'eau, de \$119,550 pour des intérêts sur emprunts temporaires, de \$8,146 pour des frais de banque, et de \$123,921 pour l'appropriation du déficit de 1975.

## La population demande des garanties

"Comment la Commission municipale du Québec a-t-elle pu autoriser une telle accumulation des déficits à Beloeil?"

"Pouvez-vous nous donner l'assurance que la situation ne se reproduira pas à l'avenir?"

"Pourquoi n'avez-vous pas demandé la tenue d'une enquête sur la ville?"

Autant de questions soulevées mardi soir dernier par quelques-uns des 400 contribuables qui s'étaient déplacés pour prendre part à l'assemblée d'information sur le budget préparé par le conseil.

Calme, mais visiblement divisée en deux clans, hostile ou favorable à l'administration actuelle, la salle a fait savoir à ses élus qu'elle désirait bien plus des garanties sur le futur que des explications sur le passé.

A la première question, le maire a cité les déclarations récentes du président de la commission municipale, le juge Richard Beaulieu, selon lesquelles la CMQ exercera un contrôle plus sévère sur les finances des municipalités.

A la deuxième question, il a donné la même réponse que l'an dernier: on ne peut promettre que les taxes diminueront, mais on peut garantir à la population une administration saine et efficace. Le conseiller Julien Bussièrès a été plus loin, promettant que si la politique administrative actuelle est maintenue, les citoyens en profiteront pleine-

ment en 1979. "Dans le contexte actuel, je considère que mon avenir politique est compromis; mais je n'ai pas été élu pour faire de la politique", a-t-il déclaré, en affirmant que les décisions prises depuis deux ans par le conseil étaient nécessaires pour redresser la situation.

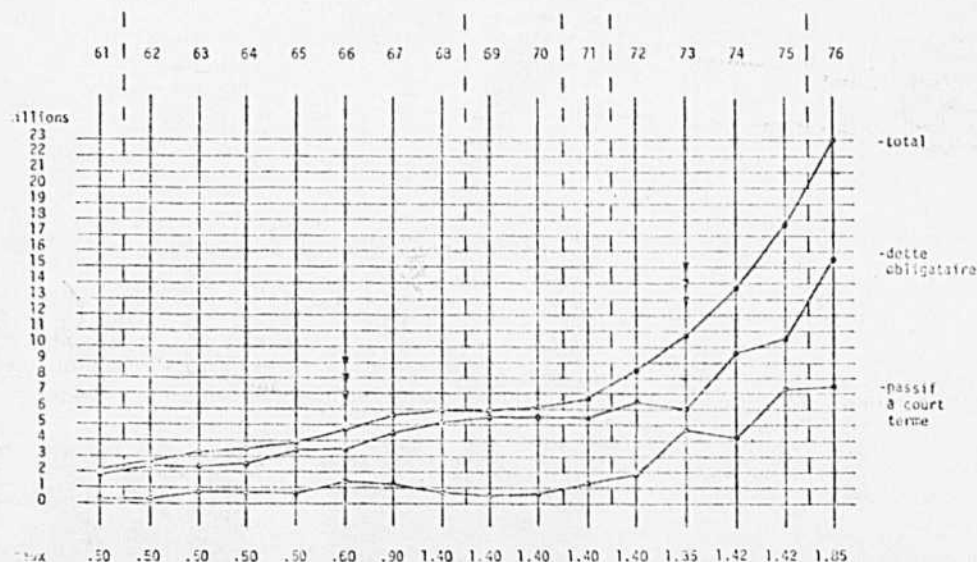
Quant au maire Meunier, il a indiqué que si aucune enquête n'avait été demandée, c'est qu'aucune accusation n'avait été portée: "On n'a accusé

personne d'avoir volé, mais plutôt d'avoir mal administré; ça ne mettrait pas d'argent dans nos poches que de mettre les chiffres à la bonne place dans la comptabilité", a-t-il expliqué.

"De toutes façons, il faudrait parler d'aujourd'hui et de demain, puisqu'on ne peut rien faire pour hier", a déclaré un citoyen, dont l'intervention a été suivie par une remarque

à l'endroit du conseiller Pierre Cloutier, qui faisait partie de l'ancienne administration du maire Vézina. "Si vous n'aviez pas décelé ces lacunes sous l'ancienne administration, est-ce qu'on ne risque pas de se retrouver dans trois ans avec des excuses similaires de la part des membres du conseil actuel?" "Dans le temps, le conseil était divisé et je n'avais pas accès à toutes les informations", a répondu le conseiller.

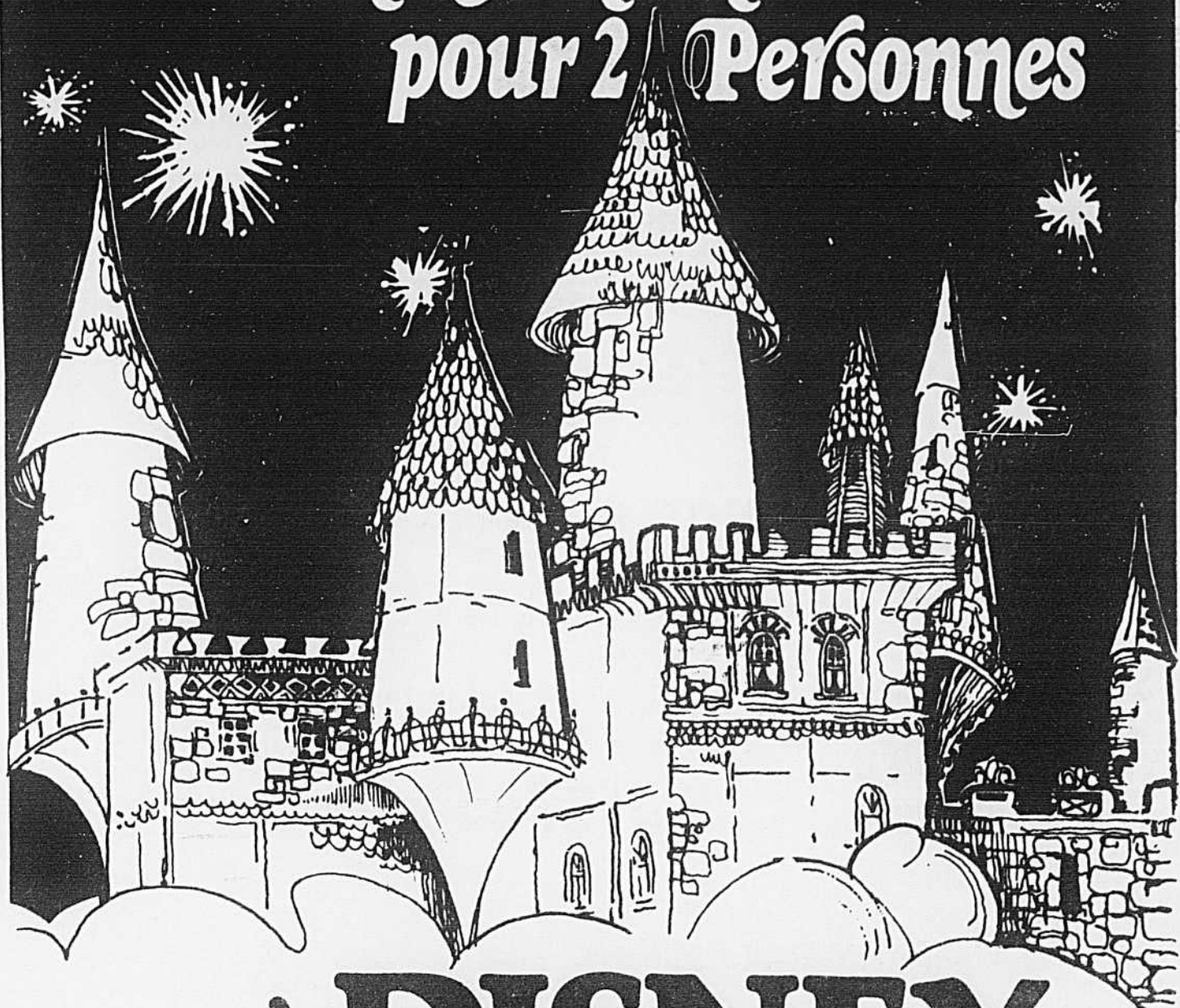
ÉVOLUTION DE LA DETTE OBLIGATAIRE ET DU PASSIF À COURT TERME



L'évolution de la dette obligataire et du passif à court terme de Beloeil depuis 1961. Le conseil actuel a signalé l'accroissement important de la dette à court terme à partir de 1973, occasionné par le retard de l'administration Vézina à financer ces emprunts par des émissions d'obligations.

Venez à Varennes chez un  
de ces 4 concessionnaires et

courez la Chance  
de Gagner un Voyage  
d'une Semaine  
pour 2 Personnes



à DISNEY  
WORLD

RIVE SUD, MARDI 22 MARS 1977

8

861-3064 • 652-9829

M  
VENTES MERCURY  
MARIE-VICTORIN  
MERCURY SALES



MONARCH

Philippe  
Cyr

Édition spéciale

\$4,295

Équipement en sus.  
Délai de 5 semaines pour livraison.



À VARENNES

GMC  
LES SPÉCIALISTES EN CAMIONS DE GENERAL MOTORS

861-6031 • 652-2953

Maurice  
Goyette  
PONTIAC  
BUICK



SPÉCIAL DE LA SEMAINE  
FIREBIRD 77

2 portes, dégivreur de glace arrière, miroirs sport, console, sièges baquets, servofrein, moteur 301 V8, boîte de vitesses automatique, enjoliveurs de roues de luxe, pneus FR 78 x 15, radiaux à flanc blanc, radio AM/FM, haut-parleurs arrière, ceintures de sécurité de luxe, intérieur vinyle blanc, extérieur bleu pâle.

SPÉCIAL CETTE SEMAINE  
Location 3 ans — \$160 mensuel + taxe. Licence, assurance et entretien.

Maurice  
Goyette



le Centre de l'Auto le PLUS Progressif de la Rive Sud

CHEVROLET  
BÉLAIR 77

À PARTIR DE

\$4,879



Jean  
Lemire



IMPALA COUPÉ  
1977

Lemire  
AUTOMOBILES LTD.



CHEVROLET • OLDSMOBILE  
866-1396 • 652-9815

SERVICE  
PLUS BAS  
PERSONNEL  
PRIX PLUS BAS  
ACUEIL  
PLUS  
CHALEUREUX  
CHOIX  
PLUS

À 7 MILLES DU  
PONT-TUNNEL  
ROUTE 132 EST

PLYMOUTH  
VOLARÉ 77

2 portes, coupé, 6 cyl. Transmission automatique, 3 vitesses, pneus D78 x 14 à flanc blanc, servofrein à disques, dégivreur électrique de la vitre arrière, suspension H.D., servodirection, enjoliveurs de roues de luxe.

\$4740



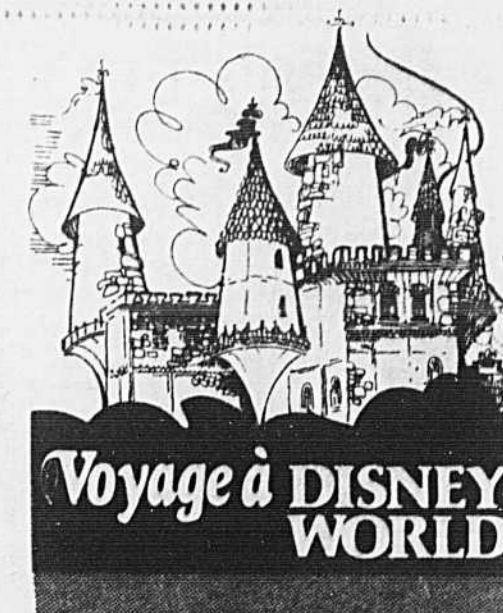
Normand  
Chaput



Chaput  
AUTOMOBILE INC.

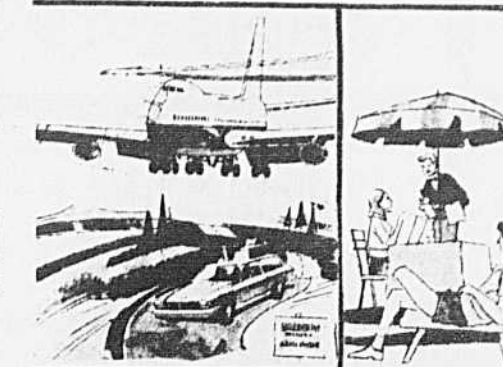


652-2970 • 861-7108 • 652-2923



d'une semaine  
pour 2 personnes  
comprenant:

- Voyage en jet nolisé
- Chambre climatisée
- Petit déjeuner compris
- Voiture climatisée fournie (Âge minimum 21 ans) 250 milles sans frais supplémentaires.



- Conditions du concours:
1. Être âgé de 18 ans et plus
  2. Avoir un permis de conduire
  3. S'enregistrer chez un ou plusieurs des concessionnaires participants.



Hâtez-vous  
Cette promotion se termine le 30 juin 1977

Sont exclus du concours les parents et employés des concessionnaires participants.

RIVE SUD, MARDI 22 MARS 1977

9

# Salaison La Québécoise



1530, chemin Chambly, Longueuil, coin Sainte-Foy

**SPÉCIALITÉ: COUPE FRANÇAISE**

Tél.: 679-2310

ESSAYEZ NOS FAMEUX RÔTIS FRANÇAIS  
QUI FONT NOTRE RENOMÉE

**PRIX SPÉCIAL**

**\$179**  
lb

Aussi tournedos, rôtis de veau roulés.  
Fondue bourguignonne, chinoise, etc.  
Jambons "Expos", lapins, cailles, pintades, etc.  
Fruits de mer, poisson — fromages.

**AUSSE**

• T-BONE \$125 lb	• BOSTON \$129 lb	• LONGE DE PORC 150 lb
• RIB 99¢ lb	• STEAK HACHÉ \$109 lb	par 3 lb

SERVICE — QUALITÉ — PRIX AVANTAGEUX (Prix valables du 22 au 26 mars inclus)

## PRIX SPÉCIAUX POUR CONGÉLATEUR

DERRIÈRE DE BOEUF BLEU B1 **99¢** la lb

CÔTE DE BOEUF **85¢** la lb

VEAU COMPLET OU DEMI **\$119**

RONDE DE BOEUF COMPLÈTE **\$115**

PORC COMPLET OU DEMI **99¢** la lb

PRÉPARÉ ET ENVELOPPÉ  
SANS CHARGE

## Le tournoi des policiers provinciaux se tiendra à Varennes

C'est à l'aréna de Varennes que se tiendra cette année le tournoi de hockey de l'Association des policiers provinciaux du Québec, au profit de l'Association pour la dystrophie musculaire. L'équipe de Laprairie, qui regroupe les joueurs de la Rive sud, a remporté le tournoi de l'an dernier à Victoriaville et elle compte bien répéter son exploit cette année. Les compétitions débiteront le 1er avril à 19 hres, et c'est le directeur-général de la SQ, M. Jacques Beaudoin, qui fera la mise au jeu. 16 équipes, représentant les huit districts de la Su-

reté du Québec seront de la partie. Samedi, les parties seront disputées de 10 hres à 2 h. 30 dans la nuit. Dimanche, elles reprendront à 10 h. et se termineront à 19 hres.

Le ministre de la Justice du Québec, M. Marc-André Bédard, a été invité à faire la mise au jeu, dimanche, pour les finales. L'an dernier, l'assistance avait varié entre 1,000 et 1,500 personnes, et on espère obtenir autant de succès cette année.

Le coût du laissez-passer pour la fin de semaine est de \$3; l'entrée pour une journée est de \$1.



# La Villa du Poulet

SALLE À MANGER

• nourriture première qualité  
• atmosphère plaisante  
• licence complète

**FILET MIGNON**

6 oz

**JEUDI**

OU

**BIFTECK DE SURLONGE**

8 oz

- les salades du Colonel
- pommes de terre frites ou en purée
- rondelles d'oignons dorées
- petits pains, beurre et miel
- pouding au riz, jello, salade de fruits
- thé, café, ou lait

Ord.: \$5.10

**\$3.95**

lundi - samedi 11h30 a.m. - 9h p.m.  
dimanche 10h a.m. - 9h p.m.

6455, boul. TASCHEREAU, BROSSARD  
(angle boul. LAPINIÈRE)

## COURS PRÉNATALS

POUR LES VILLES DE BROSSARD, GREENFIELD PARK,  
LEMOYNE ET SAINT-LAMBERT

Pour toutes celles dont la grossesse atteint de 4 à 5 mois et qui désirent vivre positivement leur grossesse et leur accouchement, une série de 14 cours gratuits vous est offerte au C.L.S.C. Le Samaritech. Pour vous inscrire et obtenir de plus amples détails, composez 465-3030 entre 9h et 17h.

LA PREMIÈRE SÉRIE DE COURS DÉBUTE

LE JEUDI 24 MARS 1977

**LOCATION À LONG TERME**

**2 GARANTIES AU LIEU D'UNE! Qui dit MIEUX?**

**GARANTIE DURAGARDE**

36 mois sans limite de millage  
contre la perforation  
par la rouille sur les  
voitures 1977.

**PROGRAMME**

**D'ENTRETIEN PROLONGÉ**  
36 mois 24,000 milles dispos-  
ible moyennant léger supplé-  
ment.

### THUNDERBIRD 1977

V8 351 po. cu., automatique, servofreins, servodirection, radio, enjoliveurs de roues, pneus radiaux flancs blancs, dégivreur de lunette arrière électrique, AIR CLIMATISÉ, à contrôle automatique, vitres teintées.

24 mois: \$227.00

36 mois: \$191.00

N.B.: Demandez des informations concernant la Thunderbird Landau.

### GRANADA 1977

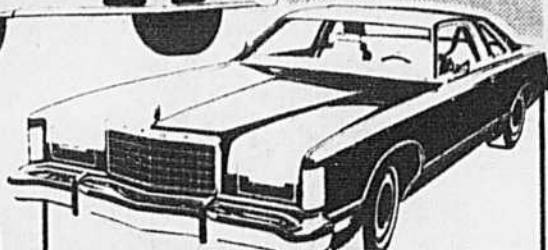
spécial édition.

Moteur V6, 250 po. cu., transmission automatique, radio, pneus radiaux, dégivreur de lunette arrière électrique.

24 mois: \$170.00

36 mois: \$144.00

Location type finance millage illimité, assurance disponible avec supplément.



### CUSTOM 500 "1977"

2 portes, moteur V8, 302 po. cu., servofreins, servodirection, enjoliveurs de roues, pneus flancs blancs, dégivreur électrique, suspension extra robuste.

24 mois: \$185.00

36 mois: \$159.00



les locations

**Boisvert**

auto leasing inc.

2 boul. Marie-Victorin

BOUCHERVILLE

655-1301

# Les protestataires des Jardins Sabrevois acceptent un compromis

par Lucien RIVARD

Les résidents du secteur des Jardins Sabrevois et les autorités municipales de Boucherville en sont finalement venus à un compromis sur ce qui touche le zonage du quadrilatère compris entre les rues Monville, Samuel-de-Champlain, d'Iberville et Jacques-Cartier.

Les quelque 500 petits propriétaires du secteur opposaient fortement à la construction en hauteur dans le quadrilatère précité en soulignant que la valeur de leur maison unifamiliale serait dépréciée par la venue d'immeubles qui n'auraient pu atteindre six étages si l'on avait suivi les recommandations de la commission d'urbanisme.

Au moment de l'adop-

tion du plan directeur de zonage, en 1967, ce secteur n'était pas encore développé et le quadrilatère avait été désigné comme devant recevoir des immeubles en hauteur sans définir de limite.

Ce n'est que l'été dernier que les nouveaux propriétaires du secteur se sont aperçus de la menace des immeubles en hauteur à proximité et qu'ils ont entrepris la lutte pour faire modifier le règlement.

Finalement, lors d'une assemblée qui a réuni quelque 275 propriétaires la semaine dernière, un compromis a été accepté de part et d'autre.

Si la lutte avait été ponctuée d'échanges plutôt acerbes, cette dernière réunion s'est "faite avec la plus gran-

de civilité", aux dires du maire Yvon Julien.

Pour en arriver à une formule acceptable pour les parties, on a dû changer d'école de pensée en zonage.

Le maire Julien a expliqué que certains urbanistes préconisaient que les changements de zones se fassent en coupant au centre des rues alors que d'autres préconisent la division à l'arrière des lots.

C'est en passant de l'une de ces conceptions à l'autre que l'on a trouvé un terrain d'entente.

Ainsi, au lieu de diviser la zone litigieuse à partir du centre des rues, on a convenu de refouler la limite à l'arrière des lots, ce qui aura pour effet de rendre une bande de 100

pieds à la construction unifamiliale.

Compte tenu de la réglementation municipale en ce qui a trait aux marges de recul et à la profondeur de terrain que l'on doit retrouver derrière les immeubles en hauteur, la construction d'immeubles de six étages sera dorénavant impossible.

Selon le maire Julien, on pourra construire dans la nouvelle zone des duplex, des maisons en rangée et des immeubles multifamiliaux dont la hauteur ne pourrait vraisemblablement pas atteindre quatre étages.

On a ainsi ménagé à la fois et la chèvre et le chou et il semble que tout le monde soit heureux.

**COURS DE  
CÉRAMIQUE ET POTERIE**  
Débutant les 11-12-13 ou 14 avril  
**ATELIER FRANCINE PRÉVOST**  
Local 202 des  
ATELIERS DU VIEUX-LONGUEUIL  
32 ouest, rue Saint-Charles, Longueuil  
Pour renseignements: 677-9233

Pour un pavage de longue durée en dalles imbriquées

**Les Pavages Auto-Bloquants A.M.J. Inc.**

- Allées pour voitures
- Trottoirs
- Patios
- Contour de piscine

Estimation gratuite  
**464-3596**



**vente**

**15<sup>e</sup> anniversaire**

PROFITEZ DE NOS SPÉCIAUX SUR TOUTES NOS VOITURES USAGÉES




## CES VÉHICULES SONT GARANTIS 100% SUR ROUAGE D'ENTRAÎNEMENT

ST6-1130 A 1973 LEMANS 4 portes, V-8 équipée, brune, intérieur beige <b>\$2615</b>	7-071A 1975 CHEV. IMPALA 4 H.T. 8 cyl. tout équipée AMFM, air climatisée <b>\$3915</b>	7-029A 1973 OLDSMOBILE DELTA ROYALE 2 portes hardtop, tout équipée, bleu intérieur bleu, toit de vinyle blanc. <b>\$2915</b>
7-002A 1975 CHEVROLET PICK UP 1/2 TONNE 8 cylindres automatique, servodirection, peinture neuve <b>\$3915</b>	R14 1975 OLDSMOBILE DELTA 88 COUPE 8 cyl. 350 p.c. tout équipée, bleu foncé, int. vinyle blanc, toit vinyle blanc <b>\$4215</b>	6-460 A 1972 VEGA HATCHBACK 4 cylindres automatique, radio, 21,000 milles TELLE QUELLE <b>\$450</b>
Stock: A35 1976 MONTE CARLO Coupé, 8 cylindres, équipée, am-fm, rouge intérieur blanc. <b>\$5215</b>	7-101A 1973 CHEVROLET IMPALA 2 portes hardtop, tout équipée, peinture neuve: bleu foncé intérieur bleu. <b>\$2415</b>	<b>BONNE ALLOCATION D'ÉCHANGE</b>
Stock: 6-843A 1973 CHRYSLER NEWPORT 2 portes hardtop, 8 cylindres, équipée, lime intérieur vert, toit vinyle vert. <b>\$2715</b>	7-146A 1974 PONTIAC LEMAN COUPE 8 cyl. équipée Brun, int. beige. <b>\$2915</b>	Stock: 6-1205A 1973 DODGE DART 2 portes hardtop, V-8, automatique, servofrein, servodirection, brune intérieur or. <b>\$2315</b>
6-1049A 1974 BUICK CENTURY COUPE Vert foncé, int. vinyle vert 8 cyl. équipée <b>\$3115</b>	Stock: 6-859A 1973 CHRYSLER NEWPORT 4 portes hardtop, 8 cylindres, équipée, peinture neuve, or intérieur or. <b>\$2615</b>	6-459A 1974 VOLKSWAGEN SUPER BEETLE Beige, int. brun Seulement 29,000 milles. <b>\$2215</b>
6-1017 1973 OLDSMOBILE DELTA ROYAL 4 H.T. Tout équipée Vert pâle, int. vert, toit vinyle blanc. <b>\$2815</b>	6-561A 1972 OLDSMOBILE DELTA 2 H.T. 8 cyl. équipée, bleu int. bleu, toit vinyle bleu. Seulement 43,000 milles <b>\$2215</b>	

FINANCEMENT BANCAIRE

150, BOUL. TASCHEREAU, LAPRAIRIE  
**659-5471**

# CRL: colloque sur le plan d'action 77-78

Une cinquantaine de "membres actifs" du Conseil régional des loisirs de la Rive sud sont attendus au premier colloque que tiendra le CRL pour tâter le pouls de la population des usagers de loisirs, avant d'entreprendre la confection du plan d'action pour 1977-1978.

On souhaite même que de nouveaux membres actifs s'ajoutent aux 130 actuellement inscrits, afin d'avoir une plus grande participation et une meilleure représentation lors de l'assemblée générale annuelle du CRL qui se tiendra en mai, explique Jorge Pinho, directeur du service de l'animation au CRL.

Il s'agira d'une première, car jusqu'à présent, les membres actifs du CRL n'ont guère eu leur mot à dire quant au plan d'action annuel de l'organisme. Tout au plus devaient-ils se con-

tenter d'accepter en assemblée générale un programme qui avait été pensé et conçu par les permanents du CRL.

Au lendemain de ce colloque, qui doit se dérouler samedi, le 26 mars, le CRL sera on ne peut mieux armé pour préparer son plan d'action 1977-1978, puisqu'une série de consultations entreprises en décembre dernier, auprès de ceux qui oeuvrent comme bénévoles ou travailleurs dans l'organisation des loisirs, a déjà permis d'identifier quelques questions prioritaires.

Et samedi le 26 mars, c'est aux membres du CRL qu'on veut donner la chance de s'exprimer pendant toute une journée, à l'intérieur de six ateliers qui porteront sur les services du CRL (associations et jeux, milieu rural, milieu urbain) et les membres du CRL (membership,

financement, carte-loisir).

C'est autour de ces thèmes que les discussions devraient graviter, tout comme il pourrait être question des quelques changements que le CRL compte apporter à sa structure interne.

Les discussions porteront donc sur la structuration et la coordination des associations régionales sportives, socio-culturelles et de plein air, ainsi que sur les manifestations régionales et les Jeux du Québec.

Il sera également question de développement communautaire, de formation et de services techniques pour les comités de loisirs municipaux; alors que pour les organisations de loisirs municipales et scolaires en milieu urbain, on parlera de concertation et de services techniques.

Quant aux questions de régie interne au CRL, elles auront trait à la participation du membre actif et au financement du CRL (autofinancement). On soulèvera l'hypothèse d'une fusion des régions de la Rive sud avec celles du Sud-ouest et du Richelieu-Yamaska. A moins que l'idée d'une décentralisation des bureaux du CRL plaise davantage aux membres actifs du CRL.

L'invitation est donc lancée, mais elle ne s'adresse qu'aux membres actifs du CRL ou à ceux qui pourraient le devenir d'ici là, à participer à ce premier colloque pour élaborer le plan d'action du CRL.

Pour plus de renseignements, on peut s'adresser au CRL Rive sud, 780 rue Saint-Jean, à Longueuil, J4H 2Y7, ou en composant 677-5244.

## PETITES annonces

POUR CHANGER  
DU ANNUEL 288-7206  
de lundi au vendredi de 9 h à 16 h 30

LES BÉNÉVOLES  
du CRL

### 101 Propriétés à vendre

BROSSARD: Nouveau secteur «S». Cottages, split-level et bungalow, tous avec foyer et salle à manger. Pour rendez-vous appelez Claudette L'Ecuyer 872-6450, 672-3067.

MONTREAL TRUST, COURTIER

BROSSARD: Secteur «M», bungalow semi-détaché, 3 chambres à coucher, avec seulement \$1,500 comptant. Appelez Claudette L'Ecuyer 872-6450, 672-3067.

MONTREAL TRUST, COURTIER

BROSSARD: Split-level, 4 chambres à coucher, «V» section salle à diner, salle de jeu, Clouette L'Ecuyer 872-6450, 672-3067.

MONTREAL TRUST, COURTIER

LAPRAIRIE: Magnifique bungalow, 22,000 pi. car. boisé, grande cuisine, dinette, foyer. Comptant \$7,000. Clouette L'Ecuyer 872-6450, 672-3067.

MONTREAL TRUST, COURTIER

TYPIQUE maison canadienne, en pierre des champs, à vendre ou à échanger, terrain 80 x 120, Beucherville, 655-4149. Pas d'agent.

### 301 Appartements à louer

**VOUS CHERCHEZ UN LOGEMENT?**

**652-9901**

\$190 ET PLUS taxes, électricité chauffage inclus.

G-218

### 311 Logements à louer

MONT ST-HILAIRE, grands 4 1/2 neufs, rue magnifique, construction de béton, loyer à partir de \$230, taxes incluses. 346 Radisson, 467-8151.

### 369 Places commerciales industrielles (location)

1,700 PI. CAR. BIEN SITUÉ, PRÈS BOUL. TASCHEREAU, À BROSSARD. 676-0441. 1780 ALLARD, BROSSARD.

### 401 Activités sociales

PARADE DE MODE  
Les étudiants du collège St-Paul en collaboration avec les marchands locaux, organisent une parade de mode au profit des finissants du collège St-Paul. Elle aura lieu au gymnase du collège St-Paul, ou 9 rue St-Charles à Yvernes, le mardi 22 mars à 20h. L'admission sera de \$4.00. Il y aura aussi de nombreux prix de présence. Bienvenue à tous.

### 521 Articles de ménage

POÊLE, réfrigérateur Belanger à vendre, couleur jaune, \$600 pour les deux. Téléphonez à 679-3702, avant 3 h 30 p.m.

### 619 Emplois divers

Postes ouverts également aux hommes et aux femmes

NOUVELLEMENT établie sur la rive sud, sommes à la recherche d'hommes ou de femmes, pour service à la clientèle, bon salaire, aucune expérience requise, auto nécessaire. Pour entrevue: 658-4315.

### 709 Cours de perfectionnement

**COURS DE CHANT**  
TECHNIQUE ET PRÉPARATION AU CONCERT, PAR PROFESSEUR, ACCOMPAGNATEUR, OPÉRA, OPÉRETTE, ROMANCES, ETC.  
M. DUPOUY, 671-1648

### 802 Entretien - Réparations diverses

LES ARMOIRES A.F. ENRG.  
Armoires neuves  
Rénovation d'armoires existantes  
Bibliothèques sur mesure. 931-4708

### 611 Secteur bureaux

Postes ouverts également aux hommes et aux femmes

**les 500**

**SPÉCIALISTES EN RECRUTEMENT**

SECRETAIRES  
DACTYLOS  
"KEYPUNCH"  
PERSONNEL DE COMPTABILITÉ  
OPÉRATRICES DE MACHINES  
COMPTABLES

aucuns frais à la candidate

RIVE SUD  
426 Victoria St-Lambert  
861-8378

mercredis et jeudis  
5 pm à 9 pm  
SIÈGE CENTRAL  
615 ouest, boul. Dorchester,  
Suite 500  
LUNDI au VENDREDI  
9H AM à 5H PM  
861-8371

C-2004

### 853 Déclarations d'impôts. Tenue de livres

**RAPPORTS D'IMPÔTS**

- Tous genres
- Allons chercher et livrons
- Comptabilité
- Expert en fiscalité

**JEAN-PIERRE HOULE**  
Diplômé en administration  
467-3295

**J.A.B. Rapports d'IMPÔTS ENRG.**  
Lundi au vendredi: 1:30 p.m. à 8:00 p.m. Samedi, sur rendez-vous.  
676-4435

### 859 Cartes professionnelles - Avocats, notaires, médecins, chiros

DENTUROLOGISTE, FABRICATION ET RÉPARATION DE PROTHÈSES DENTAIRES, À BROSSARD, 672-6711.

### 940 Autos à vendre

FORD TORINO 1976, couleur brun, coupe sport, semi toit vinyle beige, radio, pneus radiaux, 20,000 milles, \$4,100 ou offre, 463-0579.

TOYOTA CORONA 1974, manuelle, 4 portes, anti-rouille, am-fm, toit vinyle, pneus radiaux, 34,000 milles, très propre, \$2,100. 649-2381.



**RÉPARATION DE TENTES ET TENTES-ROULOTTES**

SERVICES DE CAMPING

**GATH INC.**

1780, rue Allard  
Brossard, Québec  
676-0441

Reparation et imperméabilisation de tentes de tous genres

## POURQUOI PAYER PLUS CHER?

### CUSTOM 500 1977

V-8, automatique, servofreins à disques, servodirection

**\$4975**

### GRANADA 1977 EDITION SPÉCIALE

6 cylindres, 4 vitesses  
pneus radiaux noirs

**\$4239**

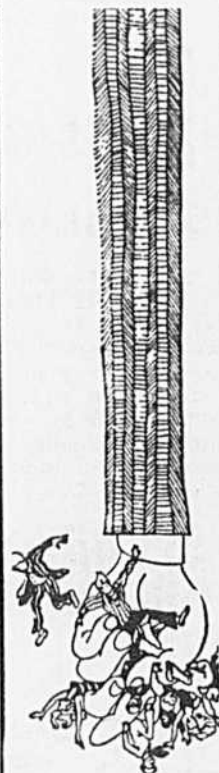
VENEZ NOUS VISITER...  
VOUS ÉCONOMISEREZ!

CONCESSIONNAIRE

**674-6286**



POUR REJOINDRE  
TOUT LE MONDE,  
UTILISEZ



LES PETITES ANNONCES DE

la presse

285-7102

La lutte syndicale s'annonce ardue

# Regroupement intermunicipal de 15 sections d'employés municipaux sur la Rive sud

par Lucien RIVARD

— Grève du zèle chez les cols bleus de Saint-Lambert.

— Journée d'étude chez les cols blancs de Boucherville.

— Les cols bleus de Boucherville sont renvoyés chez eux et invités à ne revenir au travail que quand ils seront décidés de travailler "à la satisfaction de la municipalité".

— Les cols blancs de Boucherville sont suspendus pour trois jours et la municipalité décide d'entreprendre des procédures contre ses cols bleus en vertu du Code du travail.

— Les cols blancs de Longueuil font des débrayages sporadiques d'une durée d'une heure.

— Les chauffeurs de camion de Longueuil imitent leurs confrères de Boucherville et font de la "conduite préventive".

— Les cols blancs et les cols bleus de Saint-Lambert tiennent une journée d'étude.

— Suspension des

cols bleus de Saint-Lambert pour deux jours et respect de la ligne de piquetage par les cols blancs.

Ce sont là les premiers éléments du puzzle que constituent sur la Rive sud les négociations pour le renouvellement d'une convention collective globale, qui d'une réouverture sur les clauses monétaires pour l'année en cours.

Toutes les pièces du puzzle seront probablement en place le ou vers le 15 avril prochain alors que toutes les sections de la Rive sud appartenant au Syndicat canadien de la fonction publique (FTQ) auront acquis le droit de grève.

La campagne de harcèlement et d'application de mesures de pression pourrait bien à ce moment connaître son apogée par un débrayage général qui toucherait quinze sections syndicales réparties dans douze villes de la Rive sud.

Les quinze sections de la Rive sud ont en

effet formé ce que l'on pourrait appeler le "regroupement intermunicipal de la Rive sud", qui compte près d'un millier de travailleurs municipaux.

L'agent d'affaires de la FTQ, M. Michel Denis, a toutefois révélé à LA PRESSE - RIVE SUD qu'il ne s'agit pas d'un front commun comme ceux que l'on a connus au niveau de la province mais d'un "mécanisme de coordination" que se sont donné les sections du syndicat sur la Rive sud.

M. Denis souligne que les municipalités sont regroupées au sein de l'Union des municipalités, qu'elles disposent d'un conseiller en relations de travail, M. Gerry Jiles, et qu'elles alignent leurs offres les unes sur les autres.

Il ajoute que le regroupement intermunicipal de la Rive sud tend à faire le pendant à cette union des municipalités. Il précise toutefois qu'il ne s'agit pas d'un front commun puisque chacune des

sections syndicales peut signer une convention collective sans s'occuper des autres.

M. Denis a révélé que les travailleurs municipaux cherchent présentement à combler l'écart qui n'a cessé de s'agrandir depuis 1973 entre les employés municipaux et ceux de la province.

"En 1973, a-t-il dit, le salaire des employés municipaux se situait entre celui des employés de la construction et celui payé aux employés de la province, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui.

"Ainsi, ajoute-t-il, entre 1973 et 1976, le salaire d'un journalier de la construction a été haussé de \$2.45 l'heure, soit une augmentation de 50.1 pour cent. Le même journalier au ministère des Affaires sociales voyait son salaire augmenter de \$1.88 pendant la même période, soit une augmentation de 69.1 pour cent.

"De leur côté, soutient-il, les journaliers municipaux n'ont vu

leur salaire s'accroître que de \$1.60, soit 43.2 pour cent, ce qui les place maintenant bons derniers sur le plan des salaires".

Pour ce qui est des employés de bureau, M. Denis signale que le salaire minimum des travailleurs sur la Rive sud oscille entre \$114 et \$134 alors que le salaire minimum au niveau de la province est de \$165.

L'agent d'affaires du syndicat souligne que les municipalités de la région de Montréal sont celles qui payent le moins bien leurs travailleurs, se situant derrière les régions de Québec et de l'Outaouais.

Pour cette année, les syndicats des villes de Longueuil, Laprairie, Saint-Lambert, Saint-Hubert, Boucherville, Saint-Bruno, Châteauguay, Lemoine, Candiac, Chambly, Sainte-Julie et Saint-Basile-le-Grand, ont tous ajusté leurs demandes à \$6.10 l'heure pour un journalier et à \$165 par semaine pour les employés de bureau.

De plus, les syndiqués réclament quatre semaines de vacances après un an de service, ce qui a été acquis dans la fonction publique provinciale.

Les demandes syndicales représentent des majorations se situant entre 20 et 25 pour cent à travers les villes de la Rive sud. Pour leur part, toutes les municipalités, sauf Lemoine se bornent aux prévisions de huit pour cent de l'ex-Régie anti-inflation.

A Lemoine, l'administration a entrepris les négociations en offrant 10 pour cent mais elle n'a pas bougé de cette position depuis. Il faut souligner qu'il aura des élections au mois de novembre dans cette municipalité.

Les parties ne semblent pas vouloir modifier leurs positions, le conflit s'annonce ardu dans les municipalités de la Rive sud qui pourraient fort bien être paralysées par une grève générale d'ici quelques semaines.

La ville paralysée pendant trois jours

# Journée d'étude, piquetage et suspensions chez les employés municipaux de St-Lambert

par Lucien RIVARD

Après s'être livrés à une grève du zèle pendant quelques jours à la fin de février et au début du mois de mars, les employés municipaux de Saint-Lambert sont passés à des mesures plus radicales pour tenter de faire progresser leurs négociations en vue du renouvellement des clauses monétaires de leur convention collective de travail.

En effet, les cols bleus membres du local 310 et les cols blancs, membres du local 1407 du Syndicat canadien de la fonction publique (FTQ), se sont réunis en journée d'étude mercredi dernier, soit le jour même où le ministre des Finances du Québec, M. Jacques Parizeau, annonçait l'abolition de la Régie anti-inflationniste du Québec.

Par suite de ce débrayage illégal, l'administration municipale a pris la décision de suspendre ses cols bleus pour deux jours, sans toutefois prendre de procédures contre ses cols blancs.

Le travail n'en a pas moins été paralysé pendant trois jours d'affilée, les cols blancs ayant refusé de franchir la ligne de piquetage mise en place par les cols bleus devant l'hôtel de ville.

Les employés ont toutefois repris le travail normalement hier et une séance de conciliation est prévue pour aujourd'hui. Hier soir, les syndiqués devaient se rendre en masse à l'assemblée du conseil municipal.

Les employés manuels réclament une augmentation horaire de \$1.09, soit \$6.10

l'heure, tandis que les employés de bureau demandent la parité avec leurs homologues de la fonction publique en réclamant le salaire minimum de \$165 par semaine. Actuellement le salaire minimum des cols blancs de Saint-

Lambert est de \$121 par semaine.

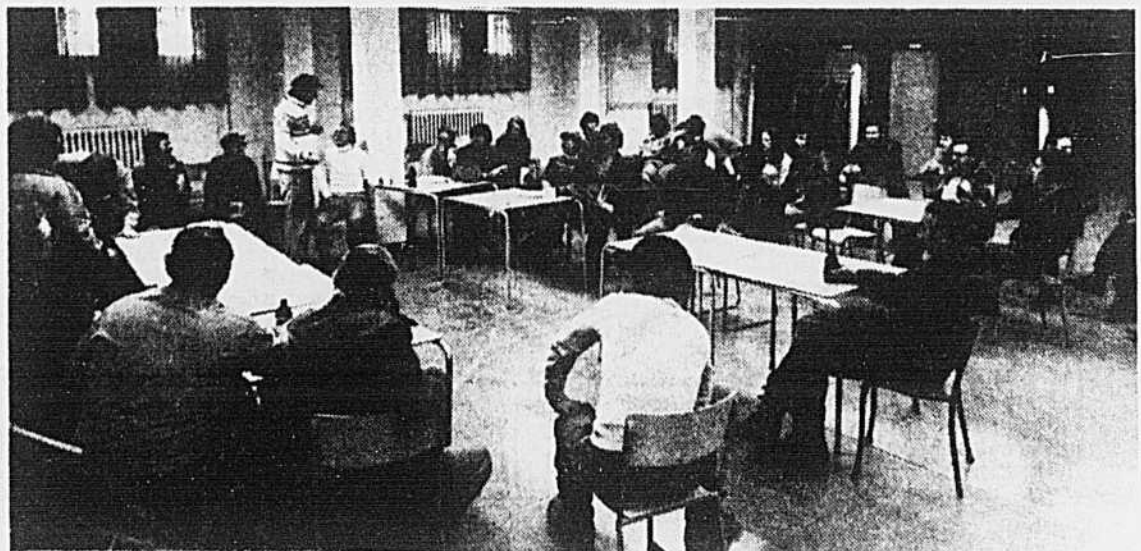
De son côté, la municipalité offre une augmentation de huit pour cent, se cantonnant derrière la loi anti-inflationniste du Québec.

A Boucherville, les représentants des deux

sections syndicales ont rencontré les négociateurs patronaux devant le conciliateur, jeudi dernier, soit au lendemain de l'abolition de la Régie anti-inflationniste.

Cette rencontre n'a

rien fait progresser dans les négociations, le syndicat ayant quelque peu modifié ses demandes mais celles-ci totalisent toujours au-delà de 20 pour cent d'augmentation alors que la municipalité n'offre que huit pour cent.



## Le curé Lucien Côté:



photos Paul-Henri Talbot, LA PRESSE

# “La méditation transcendante, une singerie du catholicisme dont il faut exorciser les adeptes”

par Denis LAVOIE

Le guru Maharishi Mahesh Yogi est un “exploiteur” et la méditation transcendante qu’il prêche “peut mener aussi loin que la possession diabolique”, affirme le curé de Saint-Amable, qui a dû pratiquer des rites d’exorcisme sur des individus qui s’étaient retrouvés dans un état de grande perturbation à la suite d’exercices de méditation transcendante.

Le curé Lucien Côté, qui n’est pas le seul à dénoncer les aspects antireligieux de la méditation transcendante, parle des dangers que recèlent toutes les techniques d’exploration de son esprit, parce que l’on “explore alors un domaine rempli d’écueils, sans précaution.”

D’anciens professeurs de méditation transcendante déclarent que “cette méditation est extrêmement dangereuse. Elle peut conduire à la maladie mentale, à la possession diabolique ou au suicide”, affirmait un article du National Enquirer, que cite le curé de Saint-Amable dans une longue lettre aux lecteurs de LA PRESSE, pour servir de mise en garde contre la méditation transcendante.

Le curé de Saint-Amable, comme d’autres prêtres québécois, des psychologues et les adeptes du renouveau charismatique principalement, a connu des cas de personnes qui avaient “perdu la paix”, à la suite d’expériences de méditation transcendante, et qui n’ont pu retrouver la sérénité et l’équilibre mental que grâce à l’aide d’un psychologue ou à l’exercice du ministère du prêtre, qui a même d’ailleurs dû pratiquer des exorcismes pour libérer certaines gens.

### Mise en garde contre la supercherie

“Le mantra, c’est une supercherie”, affirme le curé Lucien Côté qui soutient avoir aidé un couple à se libérer de cette présence obsessionnelle. Il se serait alors rendu compte que ce mantra, qui doit être très personnel et gardé secret, était identique chez le mari et la femme traités.

“Le mantra qu’on va te présenter comme une vibration sonore, parfaitement accordée à ta personnalité psycho-somatique, en secret, est en réalité un vocable dont la répétition produit la monotonie et l’état de somnolence. Ce qu’on ne te dira pas, c’est qu’il est lié à une entité spirituelle consciente, obscure, qui un jour exercera sur toi une domination. Le vide prépare une venue. Il y aura désir de communion au guide spirituel de ton guru

ou à Vishnou lui-même en vue d’acquérir des pouvoirs extra-sensoriels”, prétend le curé de Saint-Amable.

La mise en garde que sert ce dernier vise donc à ce qu’on fasse preuve de plus de discernement face à des pratiques largement publicisées, car il ne faudrait pas s’aventurer dans la méditation transcendante sans s’informer et critiquer sévèrement l’enseignement donné; on risque de finir par débalancer ses forces naturelles et pratiquer finalement un rite idolâtrique.

Bouffi d’orgueil et de mépris déguisé, le Maharishi Mahesh Yogi a amené des techniques qui constituent un danger pour notre mentalité occidentale, car il finit par exercer un envoûtement sur les gens qui deviennent abouliques, explique le curé Côté.

Le Maharishi, qui irait jusqu’à demander à ses disciples “de boire l’eau dans laquelle il s’est lavé les pieds”, remplacerait chez beaucoup de gens les vedettes artistiques et politiques qu’on adulait, car aujourd’hui, ce sont des vedettes spirituelles qu’on cherche, affirme le curé de Saint-Amable.

Il n’en demeure pas moins qu’à travers toutes les expériences psychiques qui sont présentement à la mode, au Québec comme aux États-Unis, on finit par explorer et décupler des aspects dangereux de notre intellect, soutient le curé Côté.

Par la méditation transcendante, on veut développer un pouvoir de domination pour exercer la force de son esprit sur autrui, explique le curé de Saint-Amable.

Mais il n’y a pas que la méditation transcendante qui perturbe aujourd’hui nombre de Québécois. En effet, de plus en plus de gens explorent, par différents moyens (yoga, para-psychologie, méditation transcendante) les replis secrets de leur cerveau. Il n’est alors pas étonnant de rencontrer de ces gens qui manifestent des signes de “clair-voyance” ou de “clair-audience”, comme le signale le curé Lucien Côté, qui a connu de tels cas.

Et ces voix qui parviennent de l’au-delà sont très puissantes, créant des phantasmes et finissant même par perturber profondément les personnes qui communiquent avec les esprits et deviennent hantées par ces esprits.

### L’Eglise

Cette situation, explique le curé de Saint-Amable, est en grande partie attribuable au fait que les valeurs spirituelles des Québécois ne sont pas suffisamment étoffées, bien que l’Eglise catholique

puisse offrir autant que toutes ces nouvelles techniques orientales, saint Ignace de Loyola nous ayant laissé une méthode de méditation qui peut mener à des phénomènes de ravissement mystique.

Cette mode tient peut-être aussi au fait que les Québécois veulent “s’émanciper de la botte de l’Eglise” et retrouver l’esprit d’aventure de leurs ancêtres, leurs explorations se dirigeant cependant vers le spirituel, quand elles ne se perdent pas dans le psychisme.

En effet, avec l’exploration par la para-psychologie, c’est une voie parallèle et parfois diamétralement opposée que les gens finissent par prendre, l’aventure para-psychologique étant comme le “sosie du spiritualisme authentique”, affirme le curé Lucien Côté.

Pourtant, le clergé de l’Eglise catholique paraît divisé face aux bienfaits ou aux dangers de la méditation transcendante. C’est ainsi qu’à l’encontre du curé de Saint-Amable qui condamne cette technique, un clerc de Sainte-Croix vantait les mérites de la méditation dans un article de la revue Relation.

Tout est singerie du catholicisme, les nombreuses sectes ou nouvelles entités religieuses qui sont apparues depuis quelques décennies n’apportant que des choses qui ont leur pendant à l’intérieur du catholicisme, lance le curé Côté. “On dirait qu’il y a une contrefaçon voulue et préméditée pour détourner les gens de la foi”, ajoute-t-il.

Quand on en est rendu à devoir procéder à des exorcismes parce que des personnes se sont enlisées dans une recherche psychique dangereuse, c’est qu’il y a de quoi s’alarmer. Il serait donc temps de faire plus de lumière sur ces nouveaux comportements qui, loin d’améliorer l’état mental des individus, risquent de le perturber profondément; les gens qui viennent s’adresser au curé de Saint-Amable étant fréquemment en proie à une terrible angoisse.

C’est d’ailleurs lorsqu’il fut confronté avec des cas de possession diabolique, que le curé Lucien Côté a commencé à se pencher sur le problème des phénomènes psychiques. Et aujourd’hui, il est convaincu que, si la méditation transcendante n’est pas la source des possessions diaboliques, elle y contribue.

Le curé de Saint-Amable s’interroge par ailleurs à savoir s’il n’y a pas une vaste machination pour noyer l’ensemble des grandes religions qui seraient fondues dans un vaste syncrétisme.

# les p'tites nouvelles

par Germain TARDIF

## Le feu et l'alcool

Le conseiller Paul-Auguste Briand s'est déclaré contre les réceptions officielles à l'hôtel-de-ville de Longueuil.

En votant contre une résolution pour la tenue d'une réception en l'honneur de la Société canadienne de lutte contre le cancer dans l'auguste immeuble de la rue Saint-Charles, il a soutenu que celui-ci est "un vrai nid à feu".

"Il y a tellement de documents importants, ici, a-t-il ajouté, que s'il fallait que ça brûle à cause de l'alcool, ce serait un désastre".

Pourtant, il y a d'autres moyens que le feu pour faire disparaître des documents, a révélé l'enquête sur Collectivité Nouvelle...

## Des absences remarquées

Les citoyens habitués à assister aux séances du conseil de Longueuil ne sont pas sans remarquer que certains sièges, ordinairement occupés par des conseillers ou des hauts fonctionnaires de la ville lors des réunions sont vides.

Ils ne sont pas sans rapprocher ces absences insolites des récents développements de l'enquête sur Collectivité Nouvelle.

Plus celle-ci avance, plus les sièges se vident.

## "Les vandales, c'est pas nous"

"Nos professeurs et nos enfants sont fiers de

leur école et veillent à son bon état. Toutefois notre école a le malheur de côtoyer un terrain de jeu municipal. S'il y a du vandalisme sur le terrain de l'école Gentilly, il est causé par les jeunes adolescents qui traînent le soir dans la cour avec leurs bouteilles de bière et autres".

C'est en substance ce qu'a affirmé à LA PRESSE Rive sud, Mme Hélène Legendre, présidente du comité d'école de Gentilly, à la suite d'un article paru dans cette chronique, au début du mois.

"A Gentilly, soutient-elle, en réponse aux plaintes du contraire portées par certains parents, il y a discipline, respect de l'autre et respect du bien d'autrui".

"Le vandalisme, poursuit-elle, est aussi causé par les jeunes adultes qui viennent se défier en automobile, dans la cour de l'école, aux petites heures du matin".

Mme Legendre formule l'espoir d'une collaboration plus étroite entre le Service de la police de Longueuil et la Commission scolaire de Jacques-Cartier, afin de mieux surveiller les abords des écoles.

Mais à l'instar de Ponce Pilate, la ville a fait savoir qu'un problème de ce genre ne relève pas d'elle mais de la commission scolaire.

Et la police? De qui relève-t-elle?

## Une première en conditionnement

Depuis deux semaines, le Centre aérobique de Montréal organise des cours de conditionnement physique à Port-de-mer. C'est la première fois que de tels cours sont offerts aux locataires d'une maison de rapports.

Ces cours, au nombre de 10, se donnent deux fois la semaine, le lundi et le mercredi soir, de 18 à 19 heures, autour de la piscine de l'édifice.

Environ 35 résidents y participent: hommes et femmes de tous les âges y sont représentés.

L'un des côtés pratiques des exercices sera sans doute de faciliter l'usage des escaliers lorsqu'il y a panne d'ascenseur, chose qui survient fréquemment, à Port-de-mer, depuis la grève des mécaniciens d'ascenseur.

## Le greffier de Boucherville victime d'une crise cardiaque

La fatalité semble vouloir s'installer à demeure dans la ville de Boucherville. Ainsi, après le décès de deux de ses conseillers, MM. Léopold Sénécal et Jacques Dumont, en l'espace de quelques mois, c'est maintenant le nouveau greffier de la ville, M. Albert Dion, qui a été victime d'un infarctus du myocarde dans la nuit de samedi à dimanche dernier.

Hospitalisé d'urgence, M. Dion est toujours aux soins intensifs mais on rapporte que son état s'améliore lentement. Entre-temps, le conseil a confirmé la permanence de Mme Estelle Simard-Pichette comme assistant-greffier.

Boucherville a aussi perdu pour quelques jours les services de son gérant, M. Ronald Beaupré, dont le père est décédé récemment.

On sait également que la ville de Boucherville a perdu sept de ses hauts fonctionnaires qui ont démissionné depuis l'automne dernier.

## "Chicane d'enfants" chez les adultes à Brossard

Ballon-balai, hockey, ski de randonnée, raquette, cyclisme, bref il y en avait pour tous les goûts (les goûts sportifs, il va de soi) lors de la dernière assemblée du conseil municipal de Brossard alors que les sports ont pris le dessus sur la cinquantaine d'items que l'on retrouvait à l'ordre du jour.

En fait, on a mis presque autant de temps à discuter de l'horaire pour le ballon-balai et le hockey du jeudi et vendredi soir à "l'aréna" qu'à expédier l'ordre du jour de l'assemblée.

C'est le conseiller Robert Gervais qui a soulevé cette question qui pourrait se résumer en une "chicane d'enfants chez les adultes" et qui, normalement, devrait se régler hors de l'hôtel de ville.

Le problème vient du fait que deux vieilles associations sportives de la ville, une de ballon-balai et l'autre de hoc-

key, se disputent le privilège de jouer de "l'aréna" le vendredi soir, ce qui facilite une participation plus massive des membres parce qu'il n'y a pas de travail le lendemain.

La dispute dure depuis quatre ans, soit depuis l'ouverture de "l'aréna" et les associations devaient s'entendre entre elles pour s'échanger les soirs d'activités. Ce qui ne s'est jamais fait. De sorte que les joueurs de ballon-balai ont toujours été confinés au jeudi soir alors que les joueurs de hockey, qui disposent de trois autres soirs durant la semaine, ont toujours monopolisé le vendredi soir.

Il y a deux ans, le conseil avait dû adopter une résolution pour trancher la question... en laissant le vendredi soir au hockey pour une période de deux ans.

C'est en prônant l'équité pour tous les ci-

toyens que le conseiller Gervais a proposé l'adoption d'une nouvelle résolution pour permettre au ballon-balai de disposer du vendredi soir en alternant avec le hockey pour les deux prochaines années.

Comme la plupart des motions soulevées par l'"opposition" au conseil, la résolution de M. Gervais a été contrée par une autre proposition du "gouvernement au pouvoir" et l'affaire a été mise de côté pour étude. Ce qui fait que le problème demeure entier.

### ... Et le ski

On n'en avait pas aussitôt terminé avec le hockey et le ballon-balai qu'une citoyenne, parlant au nom de l'Union des familles de Brossard et du Comité d'école Guillaume-Vignal, y allait d'une longue présentation pour demander l'ouverture du terrain de golf pour le ski de randonnée.



## LE PALADIUM LONGUEUIL

463-3351

475 Boul. Rolland-Therrien Longueuil

### PUBLI REPORTAGE

#### LE PALADIUM LONGUEUIL

La première piste circulaire au Canada prête à "rouler" dès le 25 mars. Certaines évidences nous font penser à l'œuf de Colomb; elles sont d'une logique tellement simple qu'on se demande pourquoi on a mis tant de temps à les reconnaître. Ainsi, les patinoires sont traditionnellement de forme ovale, quand en fait, les patineurs tournent autour d'une piste dont la forme naturelle devrait évidemment être ronde.

Monsieur Richard Gaurin, le président du tout nouveau Paladium Longueuil (frère cadet du Paladium de Brossard qui connaît un succès fou depuis 1 an), a donc décidé de mettre en pratique ce principe élémentaire qui veut qu'on tourne plus facilement à l'intérieur d'un cercle que dans toute autre forme géométrique.

La piste de patinage à roulettes de Longueuil deviendra donc la première piste circulaire au Canada. Dès vendredi, les adeptes de ce sport qui connaît une popularité sans précédent, pourront s'en donner à cœur joie sur une piste dont le design a été fait en fonction de performances maximales aussi bien pour les débutants que pour les pros. Un système de son qui n'a rien à envier aux super discothèques de la province et un éclairage sophistiqué créant une ambiance qui fera du Paladium Longueuil le centre de loisir familial le plus recherché de la Rive sud.

Les années 70 passeront sûrement à l'histoire comme l'âge d'or du patin à roulettes. Aux États-Unis 4,000 patineurs sont déjà à la disposition des adeptes de ce sport longtemps considéré de second ordre maintenant reconnu officiellement aux Jeux pan-américains et qui pourrait même à brève échéance devenir discipline olympique.

Le club de patin à roulettes Paladium déjà en opération à Brossard recrutera également parmi ses membres à Lon-

gueuil, des jeunes intéressés à devenir l'élite qui représentera éventuellement la Rive sud, le Québec et le Canada à des compétitions d'envergure.

La carte de membre du Paladium est valide à Longueuil et à Brossard. En plus de réduction sur le prix d'entrée les jeudis soirs et samedis en matinée, la carte donne droit à des réductions sur les cours de patin et à un escompte de 10% au "Pro-Shop".

Le Paladium, ouvert tous les jours à l'année longue, est doté d'un système de climatization pour les dames le jeudi matin, des tarifs spéciaux pour les groupes de 50 et plus, des programmes comme "Beat the Clock" (tarif spécial pour ceux qui arrivent avant 20 h.), La soirée chanceuse, etc., de même qu'une occasion de participer au concours "Voyage de Réve" ou merveilleux monde de Walt Disney.

La direction du Paladium Longueuil a prévu également toute une gamme de promotions des plus intéressantes: patin libre et conditionnement physique pour les dames le jeudi matin, des tarifs spéciaux pour les groupes de 50 et plus, des programmes comme "Beat the Clock" (tarif spécial pour ceux qui arrivent avant 20 h.), La soirée chanceuse, etc., de même qu'une occasion de participer au concours "Voyage de Réve" ou merveilleux monde de Walt Disney.

A compter du vendredi 25 mars donc, tout le monde est invité à "se rouler de plaisir" au tout nouveau Paladium Longueuil, 475, boul. Rolland-Therrien, à Longueuil (463-3351).

Le patin à roulettes, c'est tout le monde, pas seulement vous privez d'une forme de loisir fantastique. Allez-y, vous verrez...

Vous êtes peut-être un champion qui s'ignore!

par Denis LAVOIE

## Tennis

Un championnat intérieur ferme pour hommes et femmes se déroulera au club Sani-sport de Boucheville, les 2, 3, 8, 9 et 10 avril. Les inscriptions à cette compétition devront être faites avant le 26 mars et il faudrait vous hâter, car on a fixé à 128 hommes et 32 femmes le nombre limite d'inscriptions qui seront acceptées, tant pour le simple que pour le double.

Pour de plus amples informations, on peut communiquer avec Denis Crotty, à 655-9150.

## Patinage de vitesse

Toute personne intéressée à la formation d'un club de patinage de vitesse à Longueuil, où tout garçon ou fille intéressé à faire du patinage de vitesse est prié de s'adresser à M. Jacques Duclos, au 610 rue Morin, à Longueuil, (468-0256 ou encore 842-4861).

## Patinage artistique

Le club Champlain, qui regroupe les joueurs de handball de Brossard, La Prairie, et Longueuil s'enorgueillit avec raison d'avoir remporté les honneurs des premiers championnats regroupés du Québec.

En fait, trois des équipes de la Rive sud ont remporté respectivement des médailles d'or, d'argent et de bronze lors de ces compétitions.

C'est tout de même la gent féminine qui a le mieux représenté la région, l'équipe de la catégorie sénior A y allant d'une première place avec une médaille d'or, alors que dans la catégorie junior A, toujours dans le féminin, les représentants de la région y allaient d'une médaille de bronze.

## Finales du hockey mineur à Beloeil

Huit équipes, deux dans chacune des catégories atomes, pee-wee, bantam et midjet, participeront les 18, 19 et 20 mars à l'amphithéâtre sportif de Beloeil, aux finales régionales de l'Association du hockey mineur.

Des 12 sections que compte la zone de la Rive sud du hockey mineur, une seule ramènera le trophée de la victoi-

re. Ces 12 sections sont: Richelieu (Saint-Hilaire, Otterburn Park, McMasterville, Saint-Basile, Saint-Césaire et Beloeil), Saint-Laurent (La Prairie, Saint-Constant et Candiak), Brossard, Saint-Lambert, Greenfield Park, Longueuil, Chambly, Boucherville, Saint-Hyacinthe, Sorel, Saint-Jean et Saint-Bruno.



## LE CENTRE AÉROBIQUE

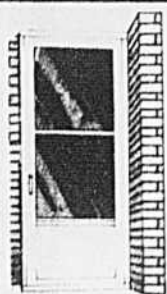
invite les adultes qui désirent profiter de la saison du printemps pour retrouver leur forme physique à s'inscrire à l'un des nombreux programmes

qui débiteront le 4 avril prochain. D'une durée de trois mois, les programmes sont offerts le matin, le jour ou le soir, et comprennent une programmation individuelle et la référence à un examen médical. Coût \$60. Choix de 2 ou 3 entraînements par semaine. À Montréal, les programmes sont offerts à l'Hôpital Notre-Dame, à l'Hôpital Saint-Luc, à l'Hôpital Notre-Dame-de-la-Merci, au collège André-Grasset, ainsi qu'à Outremont, à Laval, à Longueuil et à Saint-Hubert. Des cours de natation pour les adultes sont aussi offerts à la piscine de l'Hôpital Notre-Dame de Montréal. On peut obtenir le dépliant de tous les cours en s'adressant au secrétariat du Centre Aérobie à:

876-7291 ou 524-6812.

# VINYLE RIGIDE

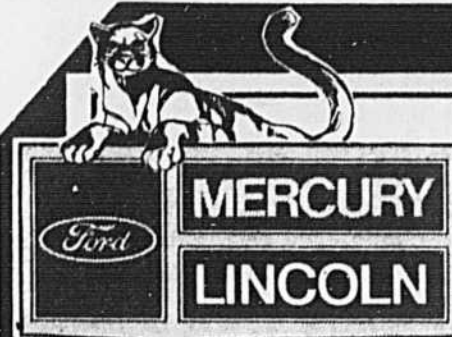
**CONFORT ET ÉCONOMIE**  
GRÂCE À SA NON-CONDUCTIBILITÉ  
POUR LES PORTES ET FENÊTRES



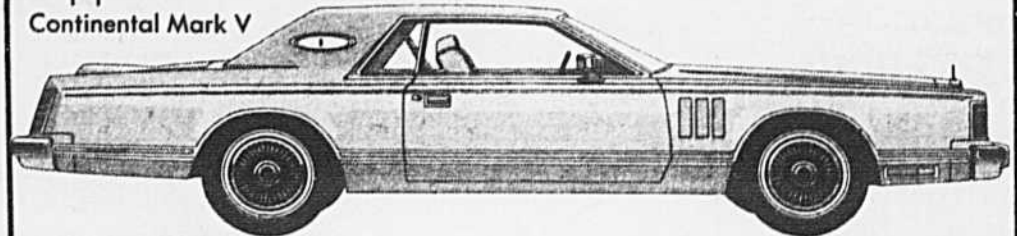
13525 est, rue Sherbrooke  
Montréal, Québec H1A 3V4

Pour une estimation gratuite

# 354-2022



Continental Mark V



Lincoln Continental Town Car



Mercury Grand Marquis 4 portes hardtop



Cougar XR7



Mercury Monarch Ghia 4 portes

# Morand

**LINCOLN  
MERCURY  
VENTE LTÉE**

200 Route 9C, St-Constant, Québec

# 632-1340

Dépositaire:  
Lincoln - Mark V - Marquis  
Meteor - Monarch  
Cougar - Comet - Capri - Bobcat  
Courier - Camlons Ford

LOCATION À LONG TERME  
SERVICE DE CRÉDIT  
RAPIDE ET CONFIDENTIEL  
SERVICE  
APRÈS-VENTE  
EXCELLENT

M 2162